



Regards croisés

N° 38

La pandémie de Covid-19 : Quelles leçons pour la RD Congo aujourd'hui

Décembre 2020

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à l'Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et d'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.) ;
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée ;
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques ;
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Regards Croisés

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Nene Morisho Mwana Biningo

Comité de rédaction : - Nene Morisho Mwana Biningo
- Jean-Pierre Kabirigi
- Innocent Mpoze
- Aloys Tegera
- Christiane Kayser

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 81 77 89 819 / (00243) 99 17 61 551
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@pole-institute.org, poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2020

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Auteurs

Nene Morisho

Coordinateur de Pole Institute

Godefroid Kä Mana

Directeur de la capacitation à Pole Institute

Phidias Ahadi Senge Milemba

Professeur à l'Université de Goma

Josepha Kalubi

Chercheure à Pole Institute

Innocent Mpoze

Chercheur à Pole Institute

Ulimwengu Biregeya Bernardin

Chef des travaux à l'Université catholique la Sapiencia, UCS-Goma

Table des matières

<i>Auteurs</i>	3
<i>Editorial</i>	5
<i>À la racine du covido-scepticisme, le ping-pong des politiques et des scientifiques</i>	7
<i>L'homme congolais et sa société dans le miroir du coronavirus</i>	19
<i>L'Afrique après la Covid-19 : le choix indispensable</i>	35
<i>Ce que la Covid-19 révèle du simulacre de la politique africaine</i>	49
<i>Ère coronavirus et « télétravail » : leçons françaises pour l'administration congolaise</i>	63
<i>Identiques mais différents : Une comparaison entre la maladie à virus Ebola et la Covid-19 après l'épidémie d'Ebola dans l'est de la RDC (2018-2020)</i>	81

Editorial

Nene Morisho Mwana Biningo

Ce numéro de *Regards croisés* est un ensemble des analyses des chercheurs de Pole Institute sur le défi qu'a posé la covid-19 à la République démocratique du Congo et la manière dont les autorités politico-sanitaires se sont employées à gérer cette pandémie mortelle. En fait, depuis le début de l'année 2020 jusqu'à ce jour où le vaccin l'AstraZeneca est maintenant proposé au peuple congolais comme remède pour se protéger de cette pandémie, le défi de la Covid-19 s'impose non seulement comme une catastrophe sanitaire mondiale à combattre radicalement mais surtout comme une crise globale de société où sont remis en cause les visions économiques, les principes politiques, les valeurs sociales, les protocoles d'organisation des relations internationales et les structures anthropologiques des imaginaires sur lesquels l'ordre du monde actuel est fondé depuis de longues dates.

Comme partout au monde, les chocs et les profondes secousses que ressentent les peuples à travers le monde, se font aussi sentir en République démocratique du Congo. Face à cela, beaucoup de Congolais se sont mis sur diverses pistes d'analyses et de recherches pour en saisir les dimensions, les manifestations et les problèmes qu'il pose afin de tracer des orientations d'action pour la société, dans la perspective de faire de cette tragédie une bonne opportunité pour la relance du pays sur le développement durable et holistique. C'est sur cette même lancée que s'inscrivent les contributions de cette livraison de *Regards croisés*.

En y réfléchissant, les chercheurs arrivent à un constat tel que l'enjeu que cette crise pose est profondément le même que les enjeux posés par beaucoup d'autres crises que le pays a connu dans son histoire récente. Ainsi les réflexions proposées ici touchent les questions d'ordre de l'inorganisation administrative au pays, des tergiversations politiques, de manque d'infrastructures, de l'irresponsabilité et l'inconscience citoyennes, de l'échec de l'Etat.

Ces diagnostics ne sont certes pas différents de ceux déjà énoncés par beaucoup de recherches antérieures sur l'état actuel de la nation congolaise. Cependant, bien contextualisés, ils permettent de lire les problèmes que posent notre pays autrement et en interroger le pourquoi de leurs persistance. Les analyses de ce numéro ne se sont pas arrêtées à peindre ce côté sombre. La majeure partie, ce qui est la visée même de nos livraisons périodiques, consiste à prospecter des pistes et des voies qui s'offrent à nous pour des actions concrètes et susceptibles de conduire à des nouveaux engagements pour que le pays soit à la hauteur du destin d'un grand pays, non seulement en termes des ressources dormantes sur le sol et celles enfouies dans le sous-sol mais surtout par des hommes capables et dignes d'un grand pays. Pour cela, il conviendrait que la semence produite tombe sur une bonne terre et prête à la faire fructifier. Tel est notre souhait pour ce numéro pour lequel nous savons gré aux différents contributeurs !

À la racine du covido-scepticisme, le ping-pong des politiques et des scientifiques

Ulimwengu Biregeya Bernardin

Le monde a, depuis la nuit des temps, connu des maladies dont certaines n'affectent que quelques individus ou quelques endroits, tandis que d'autres touchent un plus grand nombre d'habitants peuplant diverses zones géographiques. Et derrière chacune des maladies, une explication théologique ou métaphysique est parfois le seul, si pas le recours privilégié des citoyens pour justifier ce mal. Alors que certaines sociétés modernes prétendent avoir atteint l'état positif comme dirait Auguste Comte, les contemporains ne sont pas pour autant à l'abri du recours à l'état métaphysique ou même à celui théologique identifiant les causes de la survenue des phénomènes ailleurs que dans la nature elle-même.

C'est ce qui se fait constater à cette heure du covid-19, avec des hésitations et des refus des recommandations formulées par les autorités compétentes pour atténuer l'impact de ce mal du XXI^e s. Par cette modeste réflexion, nous cherchons à comprendre comment expliquer qu'en dépit du danger évident quant aux conséquences multidimensionnelles du coronavirus, des citoyens et des sociétés entières doutent de la réalité de ce mal, jusque même à penser que les solutions proposées les concernent moins, ou qu'elles viseraient à les anéantir.

Aux origines de la question

Après le commencement fut la maladie, et la maladie devint le lot de la personne humaine, mais cette dernière fit tout pour la prévenir et en guérir. Il arrive cependant que bon gré mal gré, il

finit par en être victime d'une façon ou d'une autre. Par instinct de conservation, l'être humain prend soin de tout faire pour se régénérer et ainsi prolonger le plus possible sa longévité vitale.

Lorsque la maison de quelqu'un prend feu, il est naturel qu'il se fie à toute sorte de solution pour se sauver et, dans la mesure du possible, mettre la main sur l'un ou l'autre objet de valeur à prendre avec lui. Partant, il est inconcevable de prétendre comprendre l'attitude que quelqu'un dont la maison prend feu, mais qui, en même temps, ne veut d'aucune voie de sortie lui proposée pour éteindre les flammes et éviter le plus possible que des biens périssent.

À moins de se poser de vraies questions et les creuser à fond, il est possible de qualifier le concerné de peu rationnel, alors que peut-être toutes les conditions sont réunies pour que ce dernier ne puisse que douter et être réticent, ou qu'il ait peu de confiance en ce qui lui est proposé. Dans ce cas, il aura supposé que la proposition en question soit contre lui.

À dire vrai, lorsque survint le covid-19 et que les grandes puissances s'entre-accusèrent, notamment l'Amérique et la Chine, chacune estimant que le mal provenait de l'autre en vue d'entraîner la chute de son économie, les habitants des pays économiquement faibles et sous tutelle (notamment ceux du Sud) assistèrent à ce jeu les prédisposant à penser à une maladie d'origine politico-stratégique et donc, une sorte d'arme chimique similaire à celles déjà en vogue en milieux de puissants du monde. Tous les ingrédients psychologiques étaient là suffisants pour des spéculations complotistes.

Jusqu'à il y a peu, des experts sont allés à Wuhan, la fameuse ville d'où serait partie la pandémie, pour scruter l'origine du covid-19. Dans la mesure où ces nations développées cherchent chacune le sorcier dans le camp de l'autre, peut-on s'étonner que les pays pauvres versent dans cette approche dite « rétrograde » pour estimer de leur part que ce sont les riches qui leur en veulent en application du malthusianisme ?

Rappelons que cette théorie stipule que « pour améliorer le sort des pauvres, il faut que le nombre proportionnel des naissances diminue »¹ afin d'ainsi produire un accroissement constant de *population vraiment utile*!² Certains propos des bienfaiteurs vaccinaux du monde, notamment le couple Bill et Belinda Gate à propos de ce que courraient les pays africains où il était supposé que des cadavres joncheraient les rues laissent entendre que l'on pensait que l'Afrique serait plus frappée que les autres continents.

En effet, la faiblesse de son système de santé ainsi que son économie, sans oublier sa politique sous perfusion elle-même ne pouvait que rendre à l'évidence cette probabilité. À cela s'ajoutent des propos sur la crainte émise par ces mêmes puissants au sujet du probable danger que constituerait un trop plein humain en Afrique, comme s'il y aurait une humanité de trop en ce lieu, alors qu'en réalité, le problème est plutôt d'ordre organisationnel et stratégique.

Tels les propos que le Président français tint, et qui enflammèrent certains africains qui ne comprenaient pas qu'un président européen ose donner des leçons de gestion du lit conjugal des

¹ T.R. Malthus, *Essai sur le principe de population*, Tome 2, Paris, Flammarion, 1992, p.373.

² T.R. Malthus, *Essai sur le principe de population...op.cit.*, p.375.

africains, pauvres soient-ils, auxquels ce politique propose une « transition démographique réussie ». C'est ce qui fait dire par exemple à Zbigniew Brzenziński que « 20% de la population suffisant à faire tourner le système, 80% seront des bouches inutiles »!³ À ce point de vue, une pandémie servirait à se débarrasser des bouches estimées « de trop », afin de ne garder que la population « strictement utile ».

Pour les tenants de cette position, l'Afrique a besoin beaucoup plus de stabilité politique et économique, bref, une paix positive impliquant la combinaison d'un degré élevé d'équité sociale couplé à une violence minimale, plutôt que d'une réglementation démographique. Aussi, se basant sur l'expérience du passé où des épidémies, l'on se souvient d'épidémies qui décimèrent les amérindiens, pendant que celles-ci provenaient des caravanes d'Occidentaux, certains estiment que les puissants entretiennent des stratégies pour se débarrasser de populations autres que les leurs.

Claire Séverac fait remarquer que le système complotiste a pris soin de tester « les réactions psychologiques des peuples par des films, par la voie de la science-fiction, un avenir ressemblant furieusement au programme concocté dans les cénacles oligarchiques. »⁴ Un certain nombre de fictions jadis montées et mises à la portée du public semblent à présent se réaliser à travers les événements du quotidien. Etait-il question de simulation, de prévision ou de jeu pur et simple ?

³ Zbigniew Brzenziński cité par Claire Séverac, *La guerre secrète...op.cit.*, p.17.

⁴ Claire Séverac, *La guerre secrète contre les peuples (Ne leur pardonnez pas ; ils savent ce qu'ils font)*, s.l., Élie et Mado/Kontre Kulture, 2015, p.11.

Une certaine opinion partisane de la théorie du complot évoque l'Agenda ID2020, ce programme mondial d'identification numérique par l'implantation de la puce RFID. Il viserait à faciliter le télécontrôle, et donc, la téléhypersubordination des habitants du monde. Après cela, une simple insubordination suffira pour être désactivé du système. Par ailleurs, à lire différents rapports de la CIA sur ce que serait le monde en 2020, en 2025 et en 2035, il ressort que des prédictions faisaient état de l'apparition d'une nouvelle pandémie par la distribution géographique des éléments pathogènes. C'est ce que simula aussi l'*Event 201* le 18 octobre 2019, allant jusqu'à estimer qu'une pandémie généralisée ferait 65 millions de morts au bout de 18 mois.⁵ Il y a lieu de noter qu'en réalité ces études prospectives et donc futuristes visent à éclairer les décideurs quant à l'avenir à préparer à leurs nations.

À noter par ailleurs que certains savants estiment qu'en 2050, 86% de la population mondiale résiderait dans les pays actuellement en développement, et que la population européenne serait vraisemblablement inférieure à celle du Nigéria⁶. C'est cette crainte qui serait à la base de *la violence des riches*⁷ qui, par peur du futur,

⁵ Lire à ce sujet : CIA, *Le Rapport de la CIA : Comment sera le monde en 2020 ?* Présenté par Alexandre Adler, Traduit de l'américain par Johan-Frédéric Hel Guedj, s.l., Robert Laffont, s.d. National Intelligence Council, *Le monde en 2035 vu par la CIA et le Conseil national du renseignement : le paradoxe du progrès*, s.l., Éditions des Équateurs, 2017 ; <http://www.entelekheia.fr/2020/03/29/event-201-la-simulation-prophetique-de-pandemie-a-coronavirus-du-forum-economique-mondial/>; <http://le-blog-sam-la-touch.over-blog.com/2020/03/bill-gates-event-201-vaccins-et-coronavirus.html>

⁶ cf. Jacques Attali, *Pour une économie positive*, Paris, Fayard, 2013, pp.41-42.

⁷ cf. Monique & Michel Pinçon, « La violence des riches », interview en ligne de l'émission "Regards", sur www.youtube.com

attaqueraient physiquement, mentalement et économiquement les pauvres.

Mais, faut-il se contenter de cette vision complotiste pour ne tenir compte d'aucune mesure préventive face au danger de contamination possible ? C'est ce point de vue dangereux qu'adoptent malheureusement certains, au risque de ne comprendre que plus tard, lorsque le mal aura été irréparable. La vérité est que le danger est bel et bien réel, bien que peut-être les mesures préventives semblent trop rigoureuses et trop restrictives, au point de faire soupçonner une exagération visant à faire adhérer progressivement des décisions liberticides.

Selon la sociologie de la maladie, « la maladie est une forme d'événement, souvent située dans une chaîne de malheurs, qui dépasse le corps et fonctionne comme signifiant social : elle fait l'objet de discours qui mettent toujours en cause l'environnement au sens le plus large. »⁸ Laplantine⁹ estime qu'à chaque époque, chaque société a « sa » cause préférée, notamment : le *fatum*, destin ou fléau, maladie de l'ordre du sacré, qui s'abattait brutalement et massivement ; les populations impuissantes s'en remettent pour leur « salut » à une dimension sacrée ; les *fléaux sociaux*, les « maladies sociales » telles : la tuberculose, le syphilis, les maladies infantiles, l'alcoolisme... ; la *sorcellerie* et la contamination par malveillances, sortilèges ; la contagion « microbienne » ; la *théorie de la dégénérescence* et d'une mémoire nerveuse.

⁸ Anne Bargès, « Anthropologie et sociologie associées au domaine de la maladie et de la médecine », in *Sciences humaines en médecine* (Introduction aux), Ellipses, 2001, p.189. en ligne sur <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00007257>

⁹ Anne Bargès, *art.cit.*, p.198.

Parmi les 10 pires pandémies documentées¹⁰, *la peste d'Athènes* survenue de 430 à 426 av. J.C. décima le tiers des 200 000 habitants ; *la peste antonine* fit près de 10 millions de morts entre 166 et 189 en Mésopotamie et à Rome ; *la peste de Justinien* tua, en 541, environ 25 à 100 millions de personnes, soit le tiers de la population de l'époque, en raison de 10.000 morts par jour. Constantinople perdit 40% de sa population. De 1347 à 1353, *la peste noire* aurait causé entre 25 et 34 millions de victimes en Europe. Ce fléau est réapparu dans la deuxième partie du XIXe siècle, faisant près de 100 millions de morts à travers le monde. *La grippe espagnole* (1918-1919) tua 20 à 50 millions à l'échelle mondiale ; le *choléra* (1926-1932) causa près de 100 000 morts ; *la grippe asiatique* (1956-1957) fit trois millions de morts ; le *sida* (1981 à ce jour) a déjà fait plus de 40 millions de morts ; Ebola (3 481 cas, 2299 décès au 11 février 2021), covid-19 (2020 à ce jour) a déjà fait plus de 3 millions de morts jusqu'au 26 avril 2021.

Des trouvailles vaccinales au miracle qui divise

Contrairement aux expériences de jadis, la survenue du covid-19 a bénéficié d'une lutte scientifique acharnée, allant jusqu'à la découverte de vaccins, après que les thérapies ont aussi entraîné des oppositions entre scientifiques (cf. les querelles au sujet de la chloroquine ou même celle relative au recours aux produits à base d'Artemisia). Ainsi, l'exploit a consisté à développer plusieurs vaccins, à un record mondial allant de 12 à 18 mois. Ce qui n'était jamais arrivé auparavant face aux autres pandémies. Des

¹⁰ cf. Jean Salmon, « Rapport introductif », in Rostane Mehdi & Sandrine Maljean-Dubois (dir.), *La société internationale et les grandes pandémies*, Quatorzièmes rencontres internationales d'Aix-en-Provence, Colloque des 8 et 9 décembre 2006, Paris, éd.A.Pedone, 2007, pp. 15-16.

scientifiques reconnaissent que la mise au point d'un vaccin prenait jadis des années, comme l'atteste le microbiologue Dolla Karam Sarkis¹¹ : « le plus rapide, 4 ans pour obtenir le vaccin contre les oreillons, 7 ans pour développer un vaccin contre la *polio*, 9 ans pour un vaccin contre la *rougeole*, 15 ans pour un vaccin contre le HPV (*papillomavirus humain*), 34 ans pour un vaccin contre la varicelle, et 36 ans plus tard, nous n'avons toujours pas un vaccin contre le SIDA. »

C'est probablement là, l'une des causes du doute et des tractations autour des propositions vaccinales actuelles. La question qui vient facilement à l'esprit est celle de savoir, tout en reconnaissant que la science a évolué à une vitesse de croisière, comment se fait-il que des propositions vaccinales contre le covid-19 soient déjà opérationnelles en si peu de temps. Encore que même la pratique vaccinale elle-même pousse aussi à émettre des doutes, étant donné les tâtonnements quant à l'âge indiqué pour les candidats au vaccin, le nombre de doses nécessaires pour se rassurer de l'immunité, la durée de protection qu'assure la vaccination... Il n'y a jusque-là pas encore de compromis à tous ces égards.

Au 23 avril 2021, les pays ayant administré le plus de doses de vaccin sont, notamment (les 10 premiers)¹² : Etats-Unis, Chine, Inde, Royaume Uni, Brésil, Allemagne, Turquie, France, Indonésie et Russie. En même temps, il se constate une certaine inégalité dans l'accès aux vaccins, les pays développés s'accaparant du gros du lot de vaccins. Curieusement, du côté des pays pauvres pour

¹¹ Dolla Karam Sarkis, « Les pandémies dans l'histoire ...au Coronavirus ! », p.3.

¹² <https://www.atlas-mag.net/article/vaccin-contre-le-covid-19-classement-des-pays>

lesquels certaines institutions plaident pour un accès équitable aux vaccins, affichent un taux d'acceptation de la vaccination très faible, car la théorie complotiste l'emporte sur la vérité et l'effectivité de la maladie.

Au regard de l'existence d'autres maladies qui déciment des populations en silence – l'endémie palustre notamment – qui a fait 409 000 décès sur 229 millions de cas en 2019, l'on se demande si c'est par charité que l'attention des chercheurs et des firmes pharmaceutiques manifestent vis-à-vis du covid-19 au détriment de tout le reste de problèmes qui font peser leur cortège de conséquences incommensurables : la pauvreté, les conflits armés... qui déciment des peuples sous le regard quelque peu insouciant des riches.

Des sources dignes de foi prouvent qu'il est des maladies qui font plus de mal que le coronavirus, mais que les puissants taisent ou font taire tant qu'ils ne nuisent pas à leurs intérêts. Il en va ainsi de toute proposition de traitement proposé par un pays pauvre ou qui n'avantage pas les firmes pharmaceutiques. Il suffit de voir tout l'acharnement que des propositions venues d'Afrique ou de scientifiques non partisans des *big pharma*. Par exemple, la chloroquine et la formule proposée par le professeur Didier Raoult a subi des attaques de tout bord au point de qualifier ce traitement de non scientifique, alors qu'en réalité il est effectivement utilisé pour le traitement des cas jusqu'à aujourd'hui. Il est bien clair que cet acharnement n'est dû qu'au simple fait que les pays pauvres ont la possibilité de fabriquer eux-mêmes ce médicament sans pour autant se faire rançonner par les firmes pharmaceutiques.

Plus de peur que de mal ?

Tout en admettant qu'il est vrai que le covid-19 est plus qu'une évidence, il reste aussi vrai que certaines mesures restrictives sont loin de correspondre à la réalité de la vie, surtout celle des pauvres vivant au jour le jour que l'on soumet au confinement comme s'ils avaient la garantie de disposer de tout ce dont ils ont besoin. Encore que même les entrepreneurs et investisseurs eux-mêmes ont difficile à tenir les activités économiques qui, au jour le jour, tombent en faillite, avec leurs employés condamnés au chômage et à la misère, à l'impossibilité de s'acquitter de leurs dettes et d'honorer les frais de loyer, sombrant ainsi dans la dépression et la perte de tout espoir de survie.

C'est pourquoi dans certains coins du monde, le choix étant clair, des citoyens ont préféré la contamination à la faim. Ils ont trouvé mieux continuer la vie à la normale au lieu de se voir mourir de faim. Et des scientifiques ont même théorisé ça par le principe de l'immunité collective, contrairement au principe de séquestration collective qui, tout en étant nécessaire, n'est cependant pas suffisante.

Au fait, tout en étant dangereux mais fondé, le covido-scepticisme est loin d'aider à faire face au mal du moment. Fondé, il est dans la mesure où, sur base de la première règle de la méthode cartésienne (l'évidence) qui veut que l'on n'ait pas confiance en quelqu'un qui nous a une fois trompés, les doutes et hésitations de départ, et même actuels sur la mise en valeur des propositions de vaccins se faisant encore par une sorte d'essai et erreur, cela favorise davantage le doute. Notons néanmoins que le doute est en lui-même bon, mais douter pour douter est dangereux car il expose davantage qu'il ne sauve.

L'avenir appartient au doute méthodique momentané et non le doute sceptique qui veut que toute proposition de mesure de prévention et de lutte contre le coronavirus, et par ricochet, contre tout mal agaçant la société. Pour que les peuples doutent et hésitent le plus possibles, il convient que les politiques, les scientifiques et les agents économiques harmonisent les vues hors de toute lutte acharnée pour des intérêts partisans désorientant le peuple. C'est cela qui atténuera le scepticisme présent et avenir, vu qu'à défaut d'avoir nos propres solutions locales, nous n'avons qu'à nous servir dans un premier temps de celles qui nous sont proposées, comme il en a été le cas pour bon nombre d'autres vaccins qui nous ont fait éviter des maladies graves par le passé.

L'homme congolais et sa société dans le miroir du coronavirus

Kä Mana

Au fur et à mesure que le coronavirus progresse dans le monde et s'empare de plus en plus de nouveaux territoires avec sa puissance tranchante et sa force destructrice des vies humaines et des institutions sociales, je me rends compte qu'il n'est pas seulement un ennemi invisible contre lequel il est impératif d'engager une guerre totale. Je le considère aussi comme un révélateur de l'être humain et des sociétés autant dans leurs forces essentielles que dans leurs fragilités profondes. C'est sous cet angle que je veux poser sur lui un regard pointu, en prenant l'homme congolais et sa société comme un champ significatif d'analyse pour voir en son miroir ce qu'il faut encourager et ce qu'il faut changer dans l'ordre anthropologique et dans l'ordre social en République démocratique du Congo.

Les enjeux d'une pandémie

Comme le monde dans son ensemble, la République démocratique du Congo, notre pays, est engagée dans la lutte radicale que l'humanité mène aujourd'hui contre la pandémie du coronavirus. Depuis qu'elle a surgi en Chine et s'est progressivement répandue en Asie, en Amérique et en Europe avant d'atteindre l'Afrique, cette pandémie, que l'on a pris déjà l'habitude de désigner comme un ennemi invisible, livre à l'espèce humaine une guerre totale dont les enjeux sont à la fois sanitaires, économiques, politiques, culturels et géostratégiques.

Les enjeux sanitaires sont les plus visibles. Pour toutes les nations, il faut défendre la vie contre la mort. Il faut défendre l'humanité contre la destruction. La recherche fondamentale est engagée dans ce sens en vue de découvrir des remèdes et mettre sur pied un vaccin. Les médecins, les infirmiers et tout le personnel de santé propagent et enseignent les gestes à maîtriser pour que chaque personne se protège et protège les autres. Les grandes structures médicales sont mobilisées pour accueillir les malades, pour gérer au quotidien les pertes humaines et suivre l'évolution de la pandémie et en contrer les ravages. Ce qui est en jeu ici, c'est la capacité de toutes les forces médico-sanitaires d'être à la hauteur du défi colossal que la Covid-19 représente et de vaincre cette pandémie : on doit connaître cet ennemi, on doit maîtriser ses modes d'opération, ses stratégies de propagation ; on doit lui opposer des ripostes, réduire peu à peu sa force de destruction ; on doit mettre sur pied un *art de la guerre qui conduise à une victoire médicale définitive.*

Les enjeux politiques sont aussi clairs. On ne peut pas vaincre cette pandémie sans que les pouvoirs politiques organisent la lutte à l'échelle de chaque nation. Il s'agit ici de mobiliser les pays, chacun à son niveau et dans ses liens avec d'autres nations, pour avoir une stratégie d'action, pour organiser la résistance et faire respecter les normes communes acceptées par tous. Tout Etat ici est appelé à manifester son pouvoir discrétionnaire. Il doit mettre en action ses forces de contrôle de l'espace public, mobiliser les fonds de guerre et les mettre à la disposition des chercheurs. Il revigorera ainsi la conscience nationale et l'anamera constamment. Il faut que l'Etat maintienne ainsi le feu de l'espoir sur son territoire et partout où son influence peut s'exercer d'une manière ou d'une autre. C'est lui,

en fait, le maître de *l'art de la guerre* contre l'ennemi invisible qu'est le coronavirus. Dans cette guerre, on a besoin des Etats forts et organisés, qui assurent l'ordre et la discipline comme cela se doit en temps de guerre.

Les enjeux économiques. Tous les Etats se rendent compte de la manière dont les tissus économiques, financiers et commerciaux se déchirent, se fissurent et se déstructurent en ces temps de coronavirus. A l'échelle mondiale comme aux échelles de chaque nation, les règles qui garantissaient la stabilité économique sont ébranlées. Les entreprises sont soit en pleine faillite soit au bord de l'effondrement. Les institutions financières commencent à perdre le nord, au propre comme au figuré. L'inquiétude s'empare des places boursières. Les grandes fortunes doutent de la solidité du système qui les a enrichies et qui tremble maintenant dans ses fondements. On se rend compte de la misère profonde sur laquelle sont assises la richesse des Etats et la puissance financière des individus. On se rend aussi compte des inégalités immenses entre pays et entre citoyens. On voit à quel point tout cela est inacceptable et à quel point des changements dans le système mondial sont indispensables. Le système économique actuel se montre fragile et indéfendable dans ses principes mêmes : il est injuste, il est inhumain et il a besoin d'une éthique d'égalité et d'équité pour lutter contre la pandémie qui ne distingue pas aujourd'hui entre les riches et les pauvres.

C'est ici que *les enjeux culturels* manifestent leur importance. La culture fonde les valeurs et elle tient debout grâce à ces valeurs qui permettent aux hommes de vivre comme des hommes et d'affronter ensemble la mort. En ces temps de coronavirus, la question est de savoir quelles sont les valeurs fondamentales que

nous pouvons invoquer ensemble, l'humanité dans sa globalité et les nations à l'intérieur de ses frontières, pour vaincre la pandémie qui détruit les sociétés aujourd'hui. Ici on découvre le sens du mot solidarité, le sens du mot convivialité, le sens du mot partage, le sens du mot empathie, le sens du mot humanité. Sans le suc et la saveur de ces mots quand ils sont vécus dans leur réalité en temps de malheur et de catastrophe comme la période que nous vivons maintenant, on sent que notre culture mondiale est fragile dans ce qu'elle considère comme essentiel : le profit, l'accumulation des biens, l'avidité, la prédation, la puissance et la domination. Nombreux sont aujourd'hui les hommes et les femmes qui voient clairement que la guerre que nous menons actuellement contre la covid-19 nous engage à redécouvrir toutes ces valeurs. Se réveille ainsi une conscience éthique qui doit être la substance de notre humanité quand nous aurons vaincu cette pandémie. Dans *l'art de la guerre* contre Covid19, la culture a une place de très grande importance.

Deux mots ont aussi leur importance maintenant et ils sont redécouverts peu à peu dans leur sens le plus positif. Nous saisissons actuellement le sens stratégique du mot « altermondialisation » et la vérité profonde du slogan « *un autre monde est possible* ». C'est le cœur même *des enjeux géostratégiques* de la Covid 19. Ce virus n'attaque pas aujourd'hui une seule personne, ni une seule communauté, ni une seule nation. Il attaque le monde dans son ensemble. Il attaque toute l'humanité. C'est à l'échelle du monde et de toute l'humanité que la lutte contre lui s'organise. Elle doit s'organiser à cette échelle dans la perspective de créer un autre monde possible. Viser un autre monde possible devient ainsi l'axe stratégique majeur de *l'art de la guerre* contre le

coronavirus. On doit espérer que l'humanité actuelle aura compris cet enjeu et qu'elle y engagera toutes ses forces.

Affronter nos fragilités et nos pathologies

Face à tous ces enjeux, la réalité qui se manifeste de la manière la plus visible dans notre pays, la République démocratique du Congo, c'est celle de l'immense ampleur et de l'insondable profondeur du sous-développement que nous avons à vaincre. Ce sous-développement que dévoile le coronavirus de manière particulièrement saisissante concerne autant l'homme congolais que la société congolaise dans son ensemble. Il dévoile nos fragilités profondes en même temps qu'il indique ce que nous avons à faire pour libérer nos énergies les plus ardentes en vue de changer nos conditions de vie et les structures d'organisation de notre espace social.

Ce qui est apparu clairement dans la crise du coronavirus, c'est *le sous-développement scientifique* de notre pays, particulièrement dans le domaine de la recherche sanitaire. Nous nous rendons-compte qu'en cette matière, la Covid-19 dévoile un fait indubitable : nous sommes un véritable désert en matière des connaissances scientifiques et de la recherche fondamentale. Soixante ans après notre indépendance, nous n'avons pas le poids scientifique qu'une nation comme la nôtre devrait avoir dans le monde. Nos universités, nos centres de recherche, nos structures du savoir et nos capacités d'invention ne sont pas à la hauteur de ce qu'une nation comme la nôtre devrait représenter dans l'ordre mondial actuel. Nous devons maintenant nous poser la question suivante : jusqu'à quand resterons-nous dans cette situation de désert scientifique en République démocratique du Congo ? Face au coronavirus, il faut mettre cette question au cœur de nos

préoccupations. Elle nous met devant l'urgence de considérer que la pandémie actuelle n'est pas seulement quelque chose de ponctuel pour des réponses ponctuelles à la maladie, mais une interpellation sur les structures à mettre en œuvre pour que notre société soit capable de se doter de moyens pour vaincre dans l'avenir toutes les crises du même type qui surgiront dans notre destin. Parmi ces structures, les assises scientifiques de la société sont de première importance. Ce sont elles que le Congo doit solidement poser. Je considère cette tâche comme l'une des plus importantes. Elle est notre défi majeur devant la Covid-19 : créer une société où la créativité, l'esprit et la culture scientifiques guident la recherche face aux grands problèmes de la société. Chez nous aujourd'hui, les structures fétichistes et la religiosité charlataniste ont pris le dessus dans le grand public sur l'analyse scientifique et la recherche des solutions scientifiques face au coronavirus. Alors que les faits sont clairs sur la transmission de la Covid-19 et les dispositifs à mettre en œuvre pour la vaincre, on entend au sein de nos populations des voix pour le recours aux incantations mystiques et aux parapluies spiritistes contre la vengeance divine qui s'abat maintenant sur *l'hubris* de l'homme contemporain. On entend des demandes de pardon à Dieu pour nos péchés contre Lui. Même les invocations des ancêtres pour leur protection reviennent au goût du jour. Plus cet esprit croît et s'impose, plus on oublie que nous avons besoin d'un dispositif scientifique endogène qui soit à la hauteur du défi du coronavirus : une recherche de haut niveau, du matériel de pointe, du personnel médical performant, des structures sanitaires idoines et une population informée le plus largement possible et éduquée à une approche scientifique des réalités, avec une spiritualité qui éclaire la raison et qui soit elle-même éclairée par la raison.

A côté du sous-développement scientifique, la Covid-19 met devant nos yeux *le sous-développement organisationnel* de notre pays. Alors que la pandémie exigeait des mesures de confinement de nos populations et des mesures d'hygiène publique stricte annoncées par les autorités publiques, nos populations n'ont pas pu s'organiser en conséquence. Elles ont découvert que l'étau de la misère les empêche de s'organiser. Elles ont clairement affirmé qu'elles préfèrent mourir du coronavirus que de faim, comme si la faim était une fatalité contre laquelle il n'y a rien à faire. Incapable de respecter tout simplement le devoir de distanciation pour lutter contre la pandémie, elles continuent pour la plupart leur vie comme si de rien n'était en prétextant que le coronavirus ne résiste pas à la chaleur africaine et qu'il n'est pas capable de vaincre la résistance des Noirs. En réalité, ce qui se manifeste dans ces attitudes, c'est le désordre social auquel l'homme congolais est habitué depuis longtemps. Beaucoup de chercheurs ont déjà mis en lumière cette caractéristique des populations congolaises. Il faut ajouter ici que le désordre structurel congolais a des conséquences désastreuses : il décourage la créativité collective et empêche toute possibilité d'initiative individuelle à grande échelle. Face au coronavirus, nous sommes obligés de remettre en question cet esprit congolais de désordre et de nous placer sur une autre orbite : l'orbite de l'organisation, de l'ordre et de la discipline à la fois au niveau individuel qu'au niveau communautaire. Si nous ne tirons pas profit de la Covid-19 pour nous mettre sur cette voie, nous hypothéquons nous-mêmes notre avenir et nous allons tout droit dans le mur.

Le problème est plus profond. Il concerne notre *sous-développement éthique*, essentiellement notre relation à la vérité et

notre foi au sens que nous pouvons donner à notre vie. Il suffit de consacrer un peu de temps aux réseaux sociaux congolais concernant le coronavirus pour se rendre compte d'un fait : l'homme congolais se donne beaucoup de liberté avec la vérité, avec les faits, avec les choses telles qu'elles sont. C'est sans doute un péché commun des réseaux sociaux mais il prend chez nous des dimensions effarantes. Prenez le temps d'analyser le discours congolais sur le coronavirus : vous trouverez non seulement des certitudes que tout le monde connaît et des évidences banales sans aucune originalité, mais également des contre-vérités manifestes, des mensonges cousus de toute pièce et des mythologies grotesques jaillies des cerveaux quelque peu détraqués. Entre le vrai, le vraisemblable et le faux, les lignes de partage sont difficiles à établir. On peut y lire les recommandations pratiques à rappeler à temps et à contretemps. Mais on peut également y lire des propositions du type : la Covid-19 est une fabrication des Blancs dont l'objectif final est l'extermination des Noirs ; le coronavirus est une arme biologique des Chinois pour fragiliser l'Amérique ; le coronavirus n'est pas un virus, c'est le produit de la technologie chinoise 5G ; le coronavirus n'est pas dangereux pour le Congo qui est un pays protégé par Dieu ; le coronavirus est une punition de Dieu ; le corona virus est annoncé dans la Bible ; le Corona virus frappe fortement l'Italie parce que l'Italie abrite le siège de l'Eglise catholique qui est Babylone la Grande Prostituée biblique ; avec le corona virus, la fin du monde est proche. Plus grave encore, dans l'abondante production congolaise sur la pandémie, on ne voit aucune direction claire sur le sens positif que nous pouvons donner à la pandémie une fois que les fatras des incongruités mystico-spiritualistes sont assénés dans leurs absurdités patentes. Aujourd'hui, le Congo doit aller au-delà de tout cela : chercher la

vérité et faire de la vérité la seule chose à saisir sur le coronavirus ; donner un sens à ce virus en cherchant ce à quoi il nous interpelle pour changer notre société. En fait, il s'agit de faire de la pandémie un défi fécond pour notre développement éthique global au Congo : faire naître un homme sensible au vrai, un homme profondément fiable dans ce qu'il est, dans ce qu'il dit, dans ce qu'il croit et dans ce qu'il fait ; faire émerger une société congolaise capable d'organisation rationnelle et solidaire, capable de croire en lui-même et en sa volonté créatrice.

Il y a un autre sous-développement dont le coronavirus nous a révélé la désagréable présence dans notre société : *le sous-développement politique*. Dans la gestion de la crise provoquée par la peur que la Covid-19 a causée en nous, *l'art de la guerre* dans la gestion politique de la situation est un art tout de bloc, un art fait d'unité de commandement, d'unité d'action, d'unité d'exécution, avec des stratégies claires, des décisions fortes, des engagements rapides et des attaques tranchantes, irrésistiblement conduites, comme à la guerre. Chez nous on a senti des hésitations au début de la guerre contre le coronavirus, comme si nous ne savions pas ce qu'il fallait faire. On a vu de la cacophonie dans les décisions prises, particulièrement sur le confinement. Avant que le Chef de l'Etat ne décide de prendre la parole avec fermeté, on a eu l'impression qu'il y avait plusieurs centres de décision, à la fois à la tête de l'Etat et dans le tissu décisionnel au sein des institutions où se décelait une certaine cacophonie. Les populations ne semblaient pas comprendre ce qu'on attendait d'elles. Moults récits circulaient sur la place publique concernant le virus. On se trouvait devant un pouvoir politique faible conduisant un peuple sans grande intelligence. En plus, au moment où l'inquiétude grandissait de

plus en plus au sujet du virus et de la guerre qu'il engageait contre notre peuple, le pouvoir politique engageait, lui, la guerre contre la corruption et les détournements des fonds publics, détournant ainsi l'attention des populations du virus vers les voleurs de l'argent du pays. A ce scandale s'ajoutait celui de la fuite d'un chef de guerre qui était entre les mains des forces de la police au Katanga et celui des combats contre les forces négatives en Ituri. Tout cela brouillait les cartes et les pistes de la lutte contre le coronavirus dans l'imaginaire populaire, comme s'il y avait des priorités plus importantes et des urgences plus décisives que celle de la guerre contre Covid-19. Aujourd'hui, il nous faut repenser toute notre politique en fonction du défi de la nouvelle pandémie. Nous devons répondre à la question de la philosophie globale à mettre en œuvre pour que notre société soit capable d'affronter les dangers inattendus, quels qu'ils soient. Cette philosophie n'est pas à inventer, elle est dans les normes politiques et les principes impliqués depuis longtemps dans la vision du service politique au Congo : « *la personne qu'il faut à la place qu'il faut* », « *servir et non se servir* », « *le peuple d'abord* », « *la recevabilité avant toute chose* » et toutes les maximes et slogans que nos populations récitent à longueur de journée. Mais il y a une idée directrice qui n'est pas souvent évoquée dans l'éthique populaire : c'est celle de la politique comme art de s'inscrire dans l'histoire de son peuple et dans l'histoire du monde, l'art de laisser des traces positives visibles dans la trajectoire historique de la nation. Chaque gouvernement a le devoir de se soumettre à cette exigence et de s'évaluer par rapport à des repères qui soient la véritable mesure de la grandeur. Si le pouvoir politique au Congo prend le coronavirus comme l'opportunité de se penser à l'aune de cette vision de la politique, il pourra devenir plus imaginatif, plus créatif, plus capable de

chercher des solutions originales face à la pandémie au lieu de répéter seulement tout ce que tout le monde dit sur le lavage des mains et la distanciation à observer dans la vie de tous les jours. La vraie question pour le pouvoir politique est celle-ci : qu'est-ce que la Covid-19 nous permet de mettre en place comme style de gouvernance pour notre peuple dans le monde d'aujourd'hui ?

J'en viens maintenant au *sous-développement économique*. Face à la Covid-19, il y a une mesure que l'on voudrait que les pays riches prennent par rapport à l'Afrique : la remise charitable des dettes et le renforcement de l'aide internationale. Elle est significative. Elle met en lumière l'une des pathologies de notre pays : l'économie d'endettement et son poids sur la vie quotidienne de nos populations obligées de compter sur la chasse aux dons et sur la cueillette des fruits financiers tombés des arbres des bailleurs de fonds internationaux. On ne peut pas faire de la dette le poumon économique et croire que l'on va se développer. On ne peut pas dépendre de l'argent des autres et imaginer que l'on va gérer des pandémies comme le corona virus de manière adéquate. L'économie de l'endettement est foncièrement une économie de la dépendance ; et la dépendance n'est pas une force pour un peuple. Ce qui est en fait en jeu, c'est la capacité de rompre avec le cycle de la dette et les liens de la dépendance qui étouffent l'Afrique et écrasent notre pays. Comment sortir de cette prison ? Ce ne sont pas les autorités spirituelles et les présidents d'Outre-mer qui doivent implorer la pitié et la compassion des pays riches pour nous sortir de cette prison et nous délivrer du coronavirus. C'est nous-mêmes, au Congo et en Afrique, qui devons comprendre que nous ne pouvons pas dépendre de la charité des autres. A la place de l'économie de l'endettement et de l'aide internationale, nous

devons imaginer et mettre en place une économie de responsabilité et d'indépendance. Pourquoi ? Parce que l'économie d'endettement nous maintient dans l'esclavage et l'économie de l'aide internationale nous maintient dans le mépris que les donateurs éprouvent face à nous, d'une manière ou d'une autre. Ce n'est pas en un jour qu'il faut croire que cela va changer. Mais il faut savoir que certains événements sont révélateurs des responsabilités à prendre et des horizons à ouvrir pour aller dans le bon sens. Le coronavirus est un révélateur de notre fragilité économique et de notre indigence financière. Il nous faut une réflexion en profondeur pour savoir ce que nous devons faire à partir de maintenant pour une économie de la dignité et de la prise en charge de nous-mêmes par nous-mêmes, la seule économie qui compte pour affirmer notre humanité parmi d'autres peuples et d'autres civilisations. L'homme congolais n'a pas encore compris cela. A tous les niveaux. Il ne croit pas encore en ces capacités d'indépendance. C'est le moment de lui faire comprendre que le nouveau virus qui se répand dans le monde lui pose la question de ses capacités à l'affronter comme un homme libre et créateur, qui lutte avec ses moyens et qui pense lui-même ses stratégies avant de compter sur la coopération internationale et les moyens de ses partenaires extérieurs. Il est temps de s'orienter dans cette direction.

Si nous comprenons cela en ce temps de coronavirus, nous affronterons sereinement notre *sous-développement géostratégique*. Sur la cartographie du monde, le Congo, comme toute l'Afrique, ne rayonne pas partout par sa force de créativité et ses capacités à donner aux autres coins de la planète autre chose que des matières premières. Il ne brille ni par son intelligence ni par son imagination. La covid-19 le montre bien : au moment où l'Asie,

l'Europe et l'Amérique sont sous le poids de la pandémie, l'Afrique n'offre rien, encore moins le Congo. Ils n'ont pas une vision planétaire du problème, avec la volonté d'y apporter des solutions propres à intensité mondiale. Il faut que cela change. Il faut que l'avenir ne soit pas semblable au présent. C'est la question que nous devrions avoir en tête à partir de maintenant. Nous devons, dans tous les domaines, creuser toutes les possibilités de donner quelque chose de l'Afrique au monde. Il faut beaucoup de réflexions sur cela. Il faut beaucoup d'imagination. Il faut beaucoup d'actions. C'est le défi de la Covid-19 à l'homme congolais et à sa société.

L'art de la guerre congolaise contre le coronavirus

Face à toutes les dimensions de notre sous-développement, quel est notre *art de la guerre* aujourd'hui ? Sur quoi pouvons-nous compter ? En quoi pouvons-nous croire ?

Aujourd'hui, l'homme congolais peut compter sur la conscience nouvelle qui surgit sur notre territoire depuis que le coronavirus nous a atteints. Quelque part au fond de nous-mêmes, quelque chose change. Nous sommes peu à peu changés par la Covid-19.

En quoi sommes-nous changés ? Nous apprenons à douter, à grande échelle, de la toute-puissance de ceux qui nous ont maintenus jusqu'ici dans le sous-développement sous toutes ses formes. Ces maîtres du monde, nous les voyons s'écraser sous la « maudite chose » qu'est le nouveau virus, selon le mot du maître de New-York, A. Cuomo. Nous les voyons hésiter, paniquer, impuissants devant les solutions à prendre face à la pandémie. Nous les voyons remettre leurs certitudes sur leur système économique, sur la droiture de leur politique, sur les actions à mener face aux présents et face au futur. Maintenant, nous doutons

d'eux. Ils ne sont ni infailibles ni tout-puissants. Quand ils nous proposent des campagnes de vaccination, nous refusons majoritairement. Nous protestons vigoureusement. Ce n'est pas le vaccin lui-même que nous refusons. Nous refusons d'être des cobayes. Ce n'est rien en apparence, mais en profondeur, cela dévoile qu'une nouvelle génération est en train de naître et qu'elle affirme sa présence : la génération consciente, comme l'appelle Claudy Sia sur les ondes de la Radio France Internationale (RFI). Cette Afrique consciente est la nouvelle chance de tous les pays africains.

Le doute et le refus qui émergent dans l'Afrique consciente ont quelque chose de salubre dans notre pays : ils nous permettent de réfléchir par nous-mêmes sur ce qui est bon pour nous et ce qu'il convient d'accepter ou pas, sans aucune pression extérieure ni aucune orientation des bailleurs de fonds. Quand un peuple devient son propre cerveau et ne se soumet pas au cerveau de quelqu'un d'autre, même s'il se trompe, il est sur une bonne voie : la voie de la libération, la voie de liberté. Il devient capable de nouer avec la parole et l'action des autres une véritable relation d'inter-enrichissement.

En même temps que nous doutons et que nous réfléchissons, nous critiquons systématiquement les propositions qui nous sont faites. On l'a vu face au confinement. Nous avons vite fait de confronter cette mesure à la situation réelle de notre peuple. Par la critique populaire de la mesure, nous avons abouti au confinement partiel, en attendant des mesures plus conformes à la situation. La critique permet l'éclosion d'une société de la raison et de l'intelligence. Elle ouvre un horizon de la foi en soi-même et de la confiance en ses propres capacités et en ses propres possibilités d'humanité. Il faut

élargir cet horizon de capacités et de possibilités pour l'homme congolais aujourd'hui, impérativement.

Douter, réfléchir et critiquer, c'est le chemin vers l'agir pour le changement. Nous savons désormais qu'il nous faut changer et changer en profondeur. Non pas par des paroles vides et des slogans creux, mais par des actions visibles. On ne sort pas vainqueurs du coronavirus par le verbe volatile, mais par un agir visible dans l'organisation, dans l'anticipation, dans la prévision et dans l'opérationnalisation concrète de ce qu'on a imaginé. Le changement souhaité et voulu n'est pas seulement dans le domaine de la santé face au corona virus, mais dans tous les domaines où nous sentons qu'il faut des changements : le domaine politique, le domaine économique, le domaine culturel et le domaine géostratégique. Il appartient maintenant à l'homme congolais de s'engager résolument sur la voie de ce changement. C'est là que nous nous évaluerons nous-mêmes dans l'épreuve de la Covid-19.

Conclusion

La stratégie est claire maintenant : *douter, critiquer, réfléchir et agir en conséquence*. Ce n'est pas seulement notre *art de la guerre* contre la Covid-19, mais notre nouvelle voie culturelle, la culture dont nous avons besoin pour changer le Congo. Il faut espérer que l'homme congolais s'engagera désormais sur cette voie. Tout notre système éducatif devrait se nourrir de cette espérance et en faire le ferment de ce qu'il nous doit désormais être, de ce que nous devons désormais penser, de ce que nous devons désormais dire et de ce que devons désormais faire.

Sous cet angle, le coronavirus n'aura pas été qu'une catastrophe pour notre pays. Il sera une force fécondatrice dont nous nous

souviendrons dans notre histoire nationale : la fécondité de ce que les philosophes appellent *la destruction créatrice*.

L'Afrique après la Covid-19 : le choix indispensable

Kä Mana

Introduction

De plus en plus de personnes qui réfléchissent sur le coronavirus commencent à se pencher sur la question de ce que devront être le monde et les sociétés humaines après la pandémie. Des responsables des communautés de foi aux chefs d'Etat dans de nombreuses nations ; des philosophes de renom à l'échelle internationale à tous les chercheurs qui auscultent l'horizon de l'avenir ; des hommes de grand savoir et de profonde sagesse aux enchanteurs de la rue et amuseurs de galeries ; des animateurs de la société civile aux diseurs de bonne aventure, tout le monde semble convaincu que l'humanité est face à de grands bouleversements. Rien ne sera plus comme avant, affirme-t-on, sans nécessairement préciser de manière convaincante si les bouleversements attendus sont de signes de bons augures ou des orages qui annoncent un futur brumeux.

Pour savoir vers quels risques nous courons ou vers quelles grandes espérances fertiles nous allons, il est nécessaire d'analyser les discours qui se tiennent sur la pandémie dans nos pays africains et de creuser les schèmes de pensée qui alimentent les imaginaires de nos sociétés actuellement.

Les peurs qui taraudent les imaginaires contemporains

Je suis personnellement frappé par deux types de discours qui circulent dans les sociétés africaines aujourd'hui concernant le

coronavirus. Ils sèment des peurs multiples dans les esprits et les consciences.

Le premier discours concerne ce que beaucoup d'Africains croient déceler non seulement derrière l'origine de la Covid-19 mais surtout dans les intérêts inhérents à la lutte contre la pandémie telle qu'elle se répand dans le monde et telle qu'elle mobilise d'immenses moyens de recherche pour découvrir le vaccin contre elle, le plus rapidement possible.

Même si certains chercheurs ne croient pas à ce qui se raconte dans l'espace public et dans certains milieux scientifiques autorisés, nombreux sont aujourd'hui, en Afrique et largement dans le monde, des hommes et des femmes convaincus de l'origine humaine du coronavirus. Aux yeux de ce flot de personnes, il est évident que la Covid-19 est une fabrication humaine et sa propagation, accidentelle ou voulue, s'inscrit autant dans le cadre d'une guerre économique, financière et commerciale entre les Etats-Unis et la Chine que dans la vision d'une compétition pour l'hégémonie planétaire entre les puissances. On pense même qu'il y a convergence de ces puissances pour unifier la planète et la mettre sous la coupe d'un gouvernement mondial grâce à l'intelligence artificielle et aux progrès des sciences et de la technologie. Cela signifie, selon une vaste majorité de gens, que l'actuelle pandémie relève essentiellement de la responsabilité humaine. Loin d'être une calamité naturelle, il s'agit plutôt d'un projet initié dans un but précis dont les réseaux sociaux de tous bords s'attèlent chaque jour à nous décortiquer le sens et à nous scander les enjeux. Et ils ajoutent, sans aucune ombre d'un doute, le message suivant : malgré les efforts intensifs fournis par certains milieux pour cacher la vérité dans des débats médico-scientifiques inutilement

compliqués, personne n'arrivera à tromper la vigilance de ceux qui savent que la menace que représente la Covid-19 pour l'humanité est voulue et entretenue. Il y a une perspective qui est tracée et une orientation qui est ouverte pour des desseins sur lesquels il n'y a pas lieu de fermer les yeux pour les populations africaines.

Le deuxième discours porte sur l'ambition inhérente à la pandémie elle-même et aux possibilités du vaccin contre elle. Ici, la rumeur persistante colportée surtout dans notre continent, l'Afrique, tourne autour d'un projet de réduction de la population mondiale pour protéger la terre et lui donner un taux acceptable d'habitants compte tenu de sa capacité d'assurer aux êtres humains une vie saine et sereine. Des savants ont beau présenter des arguments contre cette thèse « complotiste » qui n'a aucun fondement scientifique, les réseaux sociaux africains ne se lassent pas d'affirmer qu'une campagne de vaccination contre l'Afrique se prépare, s'il elle n'est pas déjà en cours pour diminuer le nombre d'habitants de notre continent. Sous couvert de la lutte contre le coronavirus, on veut s'en prendre aux populations africaines jugées incapables de se donner un vrai programme de planning familial en vue de réguler les naissances et de se soumettre au calcul scientifique sur le seuil de tolérance de la planète terre en nombres d'habitabilité. Ce qui est en vue, c'est le dépeuplement de l'Afrique et la stérilisation des Africains. De gré ou de force, en fait, plus de force que de gré, on veut imposer à l'Afrique une campagne de vaccination destinée à tuer la population au lieu de réduire l'impact du coronavirus sur nos sociétés. L'ambition n'est pas la protection de la terre mais l'extermination des Noirs. Ce discours semble rocambolesque et d'un certain de vue grotesque, mais il est tenu sous plusieurs formes ou suggéré de plusieurs manières : on fait

parler certains savants contre la nocivité des vaccins ; on donne la parole à des stars de la musique ou du football pour dire tout le mal de ce qu'ils savent ou imaginent sur le vaccin en préparation, même s'ils n'ont aucune compétence pour affirmer ce qu'ils affirment ; on inocule dans la population certaines idées et certaines rumeurs qui se répandent de bouche à oreille ; on détruit avec fracas certains lieux que l'on accuse d'être des centres potentiels de vaccination dans certaines villes. Tout cela crée une ambiance sociale de victimisation du continent africain, sur la base d'un présupposé destiné à faire réfléchir les Africains : si la campagne de vaccination était une initiative positive, pourquoi ne la commence-t-on pas là où le coronavirus a fait plus de victimes comme en Italie, en Espagne, en France ou en Grande-Bretagne et s'acharne-t-on à annoncer des millions de morts pour l'Afrique, comme si on voulait semer médiatiquement la grande peur afin d'apporter le vaccin comme solution indiscutable ? J'ai entendu plusieurs fois les questions que voici : pourquoi l'Afrique comme cobaye et pas d'autres contrées ? qu'est-ce qui se cache derrière cet intérêt des vaccinateurs pour les populations africaines ? Derrière ces questions, il y a un doute profond sur la bonne foi de certains milieux néolibéraux dont on connaît la voracité en matière financière et le vampirisme qui ne recule devant rien si l'on sent quelque part l'odeur de l'argent à gagner.

Qu'ils soient vrais ou faux, ces discours qui circulent aujourd'hui dans le monde, surtout dans le continent africain, décrivent un scénario-catastrophe pour l'avenir. L'enjeu n'est pas un avenir meilleur mais la guerre des grandes puissances pour la domination du monde et le profit financier. Cet enjeu passe non pas par le souci écologique pour rendre la terre habitable mais la diminution de la

population mondiale et la stérilisation des Africains en faveur des peuples les plus riches qui préparent un style de vie dont ils bénéficieront à leur guise.

Ce qui est frappant aujourd'hui, c'est l'ampleur que prend cette vision de l'avenir parmi les populations africaines. On réfléchit moins à ce qu'il faut faire pour qu'un tel scénario ne soit pas envisageable qu'à une planification scientifique déjà en cours et qui se réalisera d'une manière ou d'une autre. L'imaginaire populaire s'est emparé de cette vision du futur et l'Afrique perçue comme victime du monde est devenue le thème à la mode pour parler de la Covid-19 au lieu de lutter contre la pandémie avec sagesse et intelligence. L'Afrique veut se défendre contre l'avenir avec des mots fougueux, des slogans incendiaires et des incantations virulentes, au lieu de s'atteler à penser un autre avenir et à créer un autre futur que ceux du scénario-catastrophe.

Pire encore, la lutte contre le coronavirus est devenue pour ceux qui y sont engagés un moyen d'entrer eux-mêmes dans la logique du gain facile et du néolibéralisme débridé. Au lieu de s'attaquer à la pandémie, on use de la pandémie pour s'enrichir. Cela se voit en République démocratique du Congo et au Cameroun où l'on manipule les chiffres et l'on triche déjà sur le nombre des malades et des morts de la Covid-19 dans la perspective de recevoir des aides internationales en vue de les détourner au profit de certaines personnes qui se transforment en prédateurs sans foi ni loi. La chanteuse Lady Ponce, qui a été confrontée à ce problème dans sa propre famille, a saisi la dimension destructrice de ce qui se passe et s'est écriée : « *Qu'est ce qui nous arrive, nous les Noirs ?* »

La question place l'enjeu qui compte vraiment devant le coronavirus face à l'avenir : quand, face à la pandémie, nous nous

attachons soit à nous penser comme victimes des autres soit à nous transformer en suceurs du sang de notre propre population pour l'argent au lieu d'organiser rationnellement et intelligemment la lutte ; quand, au lieu de lutter, nous cherchons à nous enrichir en manipulant les chiffres de nos propres morts fauchés par la pandémie, quel peuple sommes-nous ?

Il n'est pas alors étonnant que le scénario-catastrophe que nous concevons dans nos imaginaires face à l'après-Covid19 soit l'expression de ce que nous sommes devenus : des peuples vides d'intelligence et vides de sens face à leur propre avenir. Crucifiés à un présent qui nous étouffent, nous sommes fragilisés devant le futur qui nous happe comme un trou noir.

Ce que nous avons à faire pour l'après-Covid-19, c'est de changer notre vision de nous-mêmes pour imaginer l'avenir sur des bases plus saines et qui nous fassent échapper à l'attraction du vide et à la pesanteur du trou noir.

Pour que l'avenir soit ce que nous voulons en faire

Heureusement, nous avons en Afrique des grandes tendances de vision qui vont dans le sens d'une post-pandémie pleine d'espérances radieuses, de révoltes constructrices et de projets de grande envergure. Elles valent la peine d'être invoquées ici pour regarder le futur avec optimisme.

Dans un texte lumineux intitulé « C'est après que ça va commencer ? », deux universitaires togolais, Maryse Quashie et Roger Folikoué indiquent avec sérénité ce à quoi l'avenir nous engage, nous Africains, après le coronavirus. Ils présentent de points de rupture qui préparent maintenant un autre scénario que celui de la catastrophe. « Cela va des gestes simples aux actions

complexes » qui annoncent une nouvelle culture irréversible pour le changement positif et profond de notre continent africain :

- *La culture de l'attention à soi et de l'attention aux autres.* Après de longs mois où nous avons été rendus attentifs, chacun, à l'impératif de se protéger et de protéger les autres dans les gestes barrières de la vie de tous les jours, il est impensable que le futur de l'Afrique ne se construise pas dans de nouvelles attitudes comme le lavage des mains, l'amélioration de nos systèmes de santé, la transformation profonde de nos structures éducatives et l'urgence de la victoire sur la misère et la pauvreté. Rien que dans ces domaines, l'Afrique est engagée dans une forte révolution qui déterminera le profil du futur qu'elle a à construire en rupture avec ce que nous étions et ce que nous vivions avant la pandémie.
- *La culture de l'écoute sérieuse des cris stridents de l'homme africain pour que les Africains résolvent les problèmes de l'Afrique dans la perspective de promouvoir la culture de la vie face à la culture de la mort.* Pendant la période du coronavirus, nous avons été rendus sensibles à une certaine qualité de vie qui fait qu'un homme est homme. Face à la mort omniprésente et à sa médiatisation intense à l'échelle internationale, nous avons compris que notre avenir doit être désormais structuré non seulement par l'attention à nos seuls problèmes, mais par une écoute de toutes les possibilités des solutions africaines aux problèmes de l'Afrique. Du Covid Organics proposé comme remède à la Covid-19 à Madagascar jusqu'à l'engagement des chercheurs algériens et marocains dans la bataille pour guérir les malades ; de la

médecine traditionnelle jusqu'aux médecines naturelles africaines qui proposent leurs orientations dans la réflexion et l'action contre la pandémie, nous avons été à l'écoute de l'Afrique qui crée et qui propose des solutions à nos populations. C'est une dimension qui sera désormais inhérente à notre manière de vivre : au lieu d'attendre que les solutions nous viennent d'ailleurs, nous serons désormais les créateurs de nos propres solutions, dans une *nouvelle Way of Life* de confiance en nous-mêmes. Dans toutes nos espérances, l'avenir sera placé sous ce nouveau signe.

- *Une culture non seulement de la prise en charge de nous-mêmes par nous-mêmes, mais de la responsabilité de l'Afrique face au monde et pour le monde.* Pendant la période la plus orageuse où la pandémie a fortement frappé la Chine, l'Europe et l'Amérique, nous avons été mis devant une situation spéciale : soit nous restons des objets des analyses des autres et subissons leur vision de l'Afrique, soit nous devenons acteurs de notre destinée et nous proposons au monde notre vision du coronavirus et notre contribution aux solutions à imaginer. C'est cette deuxième perspective qui est notre chemin d'avenir et il s'agit maintenant de l'élargir dans une dynamique de créativité économique, politique et sanitaire.

A côté de ces propositions que m'inspirent les réflexions de Maryse Quashie et Roger Folikoué, membres du Groupe de recherches pluridisciplinaires de l'Université de Lomé, je suis sensible au discours intempestif du philosophe et sociologue congolais, Benoît Awazi Mbambi Kungua. Cet universitaire congolais vit actuellement au Canada et dirige un réseau mondial des chercheurs

africains, le Cerclecad. Sa vision de l'avenir de l'Afrique après la Covid-19 s'inscrit dans un plan général du refus de ce qu'il appelle « les démenes virales orchestrées par les Grandes Puissances hégémoniques de la Pseudo-Mondialisation néolibérale. » Pour lui, il y a urgence d'une révolution philosophique en Afrique face au coronavirus. Celui-ci n'est pas seulement un problème de santé publique, mais une tentative de « recolonisation économique et politique de l'Afrique par les puissances occidentales néolibérales. » Ce qui est en jeu, c'est la vision globale de la maladie que l'Occident déploie à l'échelle planétaire avec une vision de réduction de l'être humain à une machine sans souffle ni âme. Depuis Descartes, cette vision est au cœur de la médecine occidentale. Elle est aujourd'hui incapable de penser l'homme de manière holistique et de proposer une guérison holistique qui puisse aider les hommes non seulement à recouvrer une santé saine et sereine, mais surtout à s'épanouir dans une vie heureuse. Benoît Awazi Mbambi Kungua en est venu à refuser carrément les thérapies proposées par une telle médecine. C'est pour cela qu'il s'en prend, face au coronavirus, à « la nouvelle recolonisation virale de l'Afrique par l'imposition des maladies mensongères et l'exportation des masques, des tests et autres vaccins pour « génocider » les Africains in situ. » Le réquisitoire est dur et il est de plus en plus répandu en Afrique, à tort ou à raison. Mais ce qui est important dans les prises de position de Benoît Awazi Mbambi Kungua, c'est le futur qu'il propose au continent africain. A ses yeux, il faut désormais « une vigilance intellectuelle et politique de tout instant chez les intellectuels africains travaillant pour le rejet catégorique des colonisations médiatiques des Africains aujourd'hui. » La révolution post-pandémie doit être radicalement philosophique : décoloniser l'imaginaire africain, décoloniser le discours africain, placer l'Afrique dans la perspective

de penser autrement, d'agir autrement, de vivre autrement et de rêver autrement, loin des chaînes du conditionnement médiatique occidental et des impératifs néocoloniaux aujourd'hui nourris par une vision néolibérale du monde. Ce combat place la question de la post-pandémie dans l'horizon de la libération. Au fond, selon Benoît Awazi Mbambi Kungua, l'après-Covid-19 sera la continuation de la lutte pour l'indépendance économique et politique. Il faudra seulement penser cela dans la perspective de la libération philosophique et intellectuelle. Il faut à l'Afrique des Africains capables de gagner cette bataille.

J'aimerais signaler ici une autre initiative africaine pour penser l'avenir de notre continent à partir du coronavirus. Elle vient de la Faculté de philosophie de l'Université Loyola en République démocratique du Congo. Il s'agit d'un projet d'un livre sur le thème : *Penser la renaissance de l'Afrique à partir de la pandémie de Coronavirus*. L'avenir est tout indiqué dans ce thème : il s'agit d'analyser et d'interpréter la crise causée par la covid-19 comme une opportunité pour réfléchir sur la renaissance africaine en tant qu'horizon indispensable pour le continent ; une opportunité pour écrire sur « les possibles leçons de sagesse que cette pandémie qui nous effraie nous aura apprises. » Plus exactement, le lien entre « crise » et « renaissance » doit déboucher sur des stratégies pour construire l'Afrique nouvelle. Comme l'écrit le Père Ghislain Tshikendwa, promoteur du projet :

« Nous pensons que l'étude vigoureuse des crises significatives des possibles enseignements à en tirer peuvent déboucher sur l'élaboration d'une stratégie intelligible susceptible d'aider non seulement à la gestion des crises ultérieures mais aussi et surtout à penser la renaissance du

continent en partant, précisément, de nos expériences vécues, fussent-elles douloureuses. La relecture de notre histoire, dans ce qu'elle a connu et continue de connaître de brutal, de fâcheux et de révoltant devient, dans cette perspective, un chemin de renaissance. »

Ici, l'avenir est à la renaissance globale de l'Afrique. Il « provoque notre imaginaire à une audacieuse créativité et à la nécessaire innovation » dans tous les domaines : science, santé publique, agriculture, industrie alimentaire, organisation politique, culture sociale, économie humaine, éducation et spiritualité.

Je suis personnellement sensible aux deux derniers domaines : l'éducation et la spiritualité. Ils sont les déterminants fondamentaux de l'avenir de l'Afrique. Cet avenir dépendra de l'homme que l'Afrique formera et de l'éducation qui lui sera offerte. Pendant la période dominée par le coronavirus, le système éducatif africain a été bloqué, mais aucune instance de réflexion sur son avenir n'a été activée à l'échelle continentale pour qu'une réflexion en profondeur soit lancée face à l'avenir. L'après-pandémie devrait commencer par un temps de remise en question de ce qui a été fait et qui avait conduit l'Afrique à la crise éducative. Ouvrir simplement les écoles et les universités sans repenser les bases conceptuelles et les fondements théoriques d'une nouvelle orientation pour l'avenir serait une erreur fatale. Dans l'immédiat, il faut récolter le plus largement possible des propositions sur ce qu'il y a lieu de faire ; il faut tenter des expériences d'éducation alternative et proposer de nouvelles voies pour la formation humaine. Tous ceux qui ont des idées nouvelles devraient les mettre à contribution pour l'éducation africaine du futur. Je pense quant à moi que les principes directeurs devront être l'endogénéité

et l'ouverture au monde à travers la créativité et l'innovation à tous les échelons de la formation. Mais ce ne sont là que des principes, il faut les incarner dans des expériences pratiques concrètement évaluables. S'il y a révolution, elle doit l'être au sens pratique et pragmatique du terme.

Il en est de même dans le domaine de la spiritualité. Nous avons eu avec la Covid-19 un moment propice où, les églises, les temples et les mosquées ayant été fermés, nous devrions rentrer, chacun de nous, au plus profond de son cœur pour évaluer nos spiritualités en Afrique. Je sais que nous ne l'avons pas fait à grande échelle. Rares ont été des moments de silence créatif pour interpeller les instances religieuses sur leur fécondité dans l'orientation de l'avenir du continent africain. On a été plus préoccupé par la façon d'éviter l'effondrement financier des institutions que par la méditation sur le renouveau de la foi et la fécondité éthique des communautés spirituelles. L'exigence avant de rouvrir les églises, les temples et mosquées serait que nous lancions une évaluation critique de l'état spirituel du continent pour voir ce qu'il y a lieu de changer en vue de redonner du souffle et du tonus à nos spiritualités. L'impératif à mon avis serait de remettre en cause l'enfermement de nos lieux d'adoration de Dieu dans les cavernes confessionnelles et d'ouvrir de grands espaces de rencontres interconfessionnelles et interreligieuses pour l'inter-enrichissement de nos spiritualités dans une vie du bonheur partagé. Ici aussi, la révolution devra être pensée dans une perspective pratique et pragmatique.

Conclusion

Aujourd'hui, nous sommes à la croisée de chemins entre le discours africain de victimisation de l'Afrique et les perspectives d'une période post-pandémie qui soit une période de renaissance de

l'Afrique. La Covid-19 apparaît en ce lieu comme un moment décisif : l'heure du choix. Nous avons à choisir en Afrique entre l'option d'être envahi par des tendances de mort que nous présentent chaque jour toutes les forces médiatiques de conditionnement de l'esprit et les exigences de vie que l'impératif de la renaissance africaine fait luire devant nos yeux. Choisissons la vie.

Ce que la Covid-19 révèle du simulacre de la politique africaine

Innocent Mpoze

Introduction

Il y a quelques années, un nouveau siècle semblait s'ouvrir dans l'histoire de l'humanité et deux éléments historiques pouvaient permettre de déchiffrer ces temps nouveaux. Il s'agissait du déplacement du centre de gravité que représentait l'Occident et l'évanescence de l'idéologie néolibérale incapable d'offrir au monde la promesse des fleurs qu'elle lui promet depuis de longues dates. Longtemps considérée comme un bloc *hors-monde* ou *ahistorique*, l'Afrique est apparue dans ce contexte comme le lieu sûr où allait « se jouer, dans un avenir proche, le devenir de la planète.¹³ » Ainsi, la dynamique de la pensée africaine n'était plus celle *des culturalistes* pour la défense de l'identité africaine. Elle n'était pas non plus celle *des vociférations critiques* en vue de « penser les conditions d'émancipation du Muntu des pesanteurs de la raison coloniale et postcoloniale pour accéder à la pleine expression de son humanité.¹⁴ » L'ère était plutôt celle, pour les uns, de préparation de cette Afrique qui allait porter l'humanité à un autre

¹³ A. MBEMBE et F. SARR, « Pour penser un nouveau siècle », in A. Mbembe et F. Sarr (Dir.), *Ecrire l'Afrique-monde*, Jimsaan, Dakar, 2017, p. 7.

¹⁴ K. KAVWAHIREHI, « Le fétichisme et le devenir soi du Muntu », in L. PROCESI et K. KAVWAHIRHI (Dir.), *Au-delà des lignes : Fabien Eboussi Boulaga, une pratique philosophique*, Gmunder, Lincom Europa, 2012, p. 160.

palier¹⁵ et, pour les autres, celle d'exposer les dispositions favorisant l'Afrique à abriter le nouveau siècle de l'aventure humaine.

Cependant, avec la crise causée par le coronavirus, l'Afrique est réapparue et présentée comme un continent désintégré et incapable de faire face à la crise. En dépit de ses effets sur tous les continents et surtout dans les pays du Nord, l'Afrique a seule été présentée comme le théâtre privilégié, aux dires de certaines personnes, où le virus imposerait son poids ravageur. Que révèle ce *labélisme* ? Cette question, qui est en elle un fait révélateur, conduirait à une autre : de quelle parole directrice et de quelle idée-force se nourrit l'engagement politique africain en vue d'offrir au continent les dispositions matérielles et spirituelles pour assurer le destin qui est le sien dans la réimagination de l'histoire humaine ? C'est avec ces questions que je voudrais, à travers la présente réflexion, faire une lecture de la faille de la politique africaine à la lumière de ce que révèle le Coronavirus et la manière dont cette pandémie a été gérée par l'homme politique africain.

La forêt que cache l'arbre de la covid-19 en Afrique

Depuis que la covid-19 a commencé à répandre ses effets drastiques, les questions ressorties du ciel du monde du savoir africain ont été de plusieurs ordres sur le continent comme dans ses nombreuses diasporas. Il en était de même pour le citoyen ordinaire qui, soutenant que cela était une machinerie politique, n'a pas cessé de questionner le sérieux de toutes les mesures décrétées par l'élite politique pour la lutte contre la propagation du virus. Du côté confessions religieuses, pour le commun des chrétiens, il s'agissait là d'un signe clair que le monde était bel et bien à son

¹⁵ Lire, F. SARR, *Afrotopia*, Paris, Philippe Rey, 2016.

terme et qu'on devait se tourner vers le Seigneur en attendant calmement la seconde venue du Christ. Curieusement, plus le virus continuait à produire ses effets ravageurs, ces différentes appréhensions prenaient d'autres orientations. Devenues une préoccupation commune, les questions lancinantes ont concerné les mesures communes et efficaces qu'il convenait d'adopter pour lutter contre la propagation du virus. Cependant, quand on porte une attention particulière à la manière dont certains décideurs politiques se sont employés à gérer la crise semée par la Covid-19, le *fardeau de l'héritage occidental* dont parle Emmanuel Katongolo¹⁶ s'est encore posé comme un défi vivant et a fait ressortir la question de l'*odeur du père* dont parle Valentin Yves Mudimbe, ou plus concrètement a renouvelé la question de la capacité de l'Afrique à organiser une société « en mesure de libérer ses énergies créatrices propres en vue d'une pratique politique du changement vers une vie authentiquement africaine », pour reprendre les mots de Kā Mana.

En dépit des différents moments de la pensée africaine qui a pris diverses orientations (reconstruction, renaissance, libération, renouvellement), les décideurs sociopolitiques postcoloniaux donnent l'impression de n'avoir pas pris au sérieux toutes les analyses produites sur l'Afrique en vue de nouveaux jours sur le continent. Comme le dit si clairement Kasereka Kavwahirehi dans son livre *L'Afrique entre passé et futur*, « (...), d'une manière générale, ce ne sont pas les analyses sérieuses de notre situation qui manquent, mais, bien une volonté politique ferme de les valoriser, de les exploiter pour se doter d'une vision claire et globale de la

¹⁶ Cité par K. KAVWAHIREHI, *Le prix de l'impasse. Christianisme africain et imaginaires politiques*, Bruxelles, P.I.E Peter Lang, 2013, p. 217.

situation, au lieu de se fier aux élucubrations des techniques du FMI ou de la Banque mondiale qui, pour paraphraser Célestin Monga, se contentent de statistiques et d'agrégats macro-économiques leur permettant de calculer le Produit Intérieur Brut fictif sans prendre la mesure de ce qui est plus réel, à savoir [*le taux d'angoisse par citoyen*].¹⁷ » Sinon, comment peut-on prétendre être le fer de lance de l'histoire humaine alors que nos politiques se complaisent dans des jeux cupidiques et insensés où la convoitise transcende les valeurs cardinales sur lesquelles serait fondé l'idéal démocratique dans nos pays ? De quel avenir rêvent-ils pour nos nations ? Pour quel idéal sociétal prennent-ils l'engagement politique ? Sur quelles bases fondent-ils leurs engagements politiques ? De quel enfant voudraient-ils que la femme en gésine (qu'est l'Afrique) accouche ?

Si ces questions peuvent conduire au décryptage de la manière dont le politique africain s'emploie à manipuler la machine étatique postcoloniale, elles donneraient, par ailleurs, aussi lieu à une réorientation discursive en vue d'un discours qui n'offusquerait pas le sens à donner au combat pour le futur. En effet, « après cinquante ans d'indépendance, il ne nous est plus loisible d'ignorer que la justification d'un procès des failles de l'ère coloniale, c'est-à-dire une critique des formes d'aliénation politique, ne peut informer une crédibilité morale que dans la mesure où elle se déploie face aux exigences d'une médiation universelle des droits de l'homme, et cela dans toutes nos histoires particulières.¹⁸ » En

¹⁷ K KAVWAHIREHI, *L'Afrique, entre passé et futur. L'urgence d'un choix public de l'intelligence*, Bruxelles, P.I.E PETER LANG, 2009, p. 57.

¹⁸ V. YVES MUDIMBE, « Préface » de K. KAVWAHIREHI, *L'Afrique, entre passé et futur. L'urgence d'un choix public de l'intelligence*, Bruxelles, P.I.E PETER LANG, 2009, p. 18.

quoi le simulacre ou, au mieux l'opacité sociopolitique africaine, peut-il être source d'un discours d'avenir ? L'intention n'étant pas ici d'innocenter le poids de la colonisation sur l'imaginaire africain pour déclarer coupable l'opacité politique postcoloniale, cette question voudrait partir de cette opacité sociopolitique africaine sûrement parce qu'aux dires de Reinhart Kosellech, « C'est dans la nature de la crise d'être l'échéance d'une décision qu'on attend. Et la décision attendue reste incertaine. Dans l'insécurité générale d'une situation critique, il y a donc cette seule certitude qu'une fin de l'état critique se prépare, sans qu'on sache quand et comment on y parviendra.¹⁹ »

Depuis que nos chefs ont pris le choix de gérer la crise provoquée par la Covid-19, il s'est observé un manque d'orientations claires et de stratégies efficaces faute des tâtonnements divers. Les uns qui colportaient le choix décrété outremer et les plus spirituels d'entre eux, n'ayant pas d'autre choix, n'ont fait que recourir à la providence parce que, comme on l'aurait appris au Burundi, comme les pandémies sont transmises à travers l'air, Dieu aurait depuis bien longtemps purifié du Burundi pour préserver ses fils. Que le coronavirus soit un fléau ravageur pour le monde entier, sa gestion en Afrique a fait resurgir la problématique de l'opacité du simulacre politique africain.

La pente glissante du simulacre politique africain

¹⁹ Cité par V. YVES MUDIMBE, « A propos d'un passé-vue conceptuel. Une méditation sur « les tiers » et des histoires conceptuelles d'un monde. En l'honneur de Fabien Eboussi Boulaga », in L. PROCESI et K. KAVWAHIREHI (Dir.), *Au-delà des lignes : Fabien Eboussi Boulaga, une pratique philosophique*, Gmunder, Lincom Europa, 2012, p. 387.

Les diagnostics produits sur l'Etat africain sont connus du public qui s'est déjà nourri de la riche analyse politique africaine postcoloniale. Ayant déjà été étiqueté d'*Etat vide*, d'*Etat manqué*, d'*Etat mangeoire*, d'*Etat lupanar* ou d'*Etat meurtrier*²⁰; l'Etat africain vient d'être enrichi récemment d'autres qualificatifs. C'est Phidias Ahadi Senge Milemba qui vient d'amplifier le lexique, dans son livre sur les *états de l'Etat africain*²¹, en y apportant des nouvelles formulations. Pour le politologue congolais, l'Etat africain est aussi *lacuneux*, *ventripotent*, *agoraphobique*, *démocrativore*, *égocratique*, *nécrotique*, *ventriote*. Tout en déchiffrant les pathologies qui agonisent l'Afrique, l'auteur livre « aussi les réformes à promouvoir ainsi que les réalisations politiques et intellectuelles à entreprendre pour que la valeur de l'être humain, congolais et africain, puisse être minimalement respectée au sein même de la terre de ses ancêtres.²² » A ses yeux, on ne peut pas penser à un horizon du possible sans décrypter à fond ces tares de l'Etat africain ainsi que leurs conséquences sur le fonctionnement de l'Etat en Afrique. Comme l'affirme le penseur congolais :

« Les solutions proposées sont pensées à partir d'une analyse de la situation vécue qu'il convient de comprendre avant d'y intervenir, si l'on veut construire

²⁰ Kä Mana, « Pour l'Etat éthique en République démocratique du Congo », in Collectif (Pole Institute), *Gouvernance et refondation de l'Etat en République Démocratique du Congo*, Goma, Pole Institute, 2013, pp. 218-219.

²¹ Paris, L'Harmattan, 2019.

²² B. AWAZI MBAMBI KUNGUA, « Existe-t-il un véritable Etat en Afrique postcoloniale ? Quels en sont les principaux arguments philosophiques et politiques » : Préface de P. AHADI SENGE Milemba, *Etats de l'Etat africain. Des déficiences fonctionnelles aux perspectives d'un horizon du possible*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 13.

une destinée de grandeur. Il en résulte qu'en dépit des goulots qui l'étranglent, les maux qui rongent l'Etat africain ne sont plus une fatalité.²³ »

L'image métaphorique de « la photo tombale » que Phidias Ahadi Senge utilise est en elle le reflet de la réalité politique congolaise et africaine qui ne consiste qu'« à déclarer, à échafauder et à vendre une image de réussite, de progrès social, de croissance économique, de stabilité politique et macroéconomique du pays au travers des adresses politiques, des réseaux sociaux et des médias, alors qu'elle est intrinsèquement et extrinsèquement pourrie, ruinée de toute part d'instabilité politique, sociale et économique, et même d'inexistence.²⁴ » Logiquement parlant, l'image de la photo tombale revêt ici une signification à double sens. D'abord celui de rayonnement de la photo qu'on peut voir placardée sur la pierre tombale alors que dans la tombe se trouve l'être totalement anesthésié par la mort et donc irrécupérable. Et ensuite celui de nos Etats agonisants qui sont pourtant récupérables si l'on s'en tient à la logique même du livre qui cherche à proposer les perspectives d'un horizon du possible à partir des déficiences fonctionnelles. Pourquoi tout en ayant conscience de cela, l'auteur assimile-t-il l'Etat africain tout de même à la *pourriture*, à la *putréfaction*, à l'*inexistence* et au *sans-vie*. Est-il juste d'assimiler la *déficience* au *non-être* ? L'immobilisme du *non-être* ne serait-ce pas un élément de différence entre nos Etats agonisants et le vide que causera avec le temps la disparition d'un être pour la mort ? Nous savons, à la suite de Martin Heidegger que « le fondement ontologique

²³ P. AHADI SENGE Milemba, *Etats de l'Etat africain. Des déficiences fonctionnelles aux perspectives d'un horizon du possible*, Paris, L'Harmattan, 2019, quatrième de couverture.

²⁴ *Idem.*, p. 42.

originaires de l'existentialité du Dasein est la temporalité. C'est à partir d'elle seulement que la totalité structurale articulée de l'être du *Dasein* comme souci devient existentiellement intelligible. Néanmoins, l'interprétation du sens d'être du *Dasein* ne peut s'en tenir à cette indication.²⁵ » C'est dans la première phrase de la section sur *L'expérimentabilité de la mort des autres et la possibilité de saisie d'un Dasein en son tout* que Heidegger est plus clair en affirmant ceci qui capital : « atteindre sa totalité dans la mort, pour le *Dasein*, c'est en même temps perdre l'être du Là.²⁶ » Tout en reconnaissant que la « gouvernance des Etats africains est bel et bien un terreau des paradoxes » pour justifier l'image de la photo tombale, Phidias Ahadi Senge Milemba ne revient pas à déchiffrer les limites de sa métaphore pour en en découdre le doublement que le paradigme met en œuvre. Cependant, la visée de son entreprise ne doit pas être délaissée, celle de dévoiler les déficiences fonctionnelles de l'Etat africain en vue d'un horizon du possible. Encore que cela nous aide de lumière dans notre compréhension de la politique du simulacre afin de poursuivre notre cheminement de saisie des failles de cette politique dont l'opacité n'est plus un fait à démontrer. Dans la mesure où la mise en valeur du paradigme de la photo tombale met en œuvre les contradictions de la gouvernance de nos Etats-nations, cela nous permet de saisir la pente glissante sur laquelle nous sommes dont le risque est une marche droite vers un chaos total.

C'est à partir de cette mise en lumière qu'on pourrait appréhender le dénuement et le soubassement de la politique apparente

²⁵ M. HEIDEGGER, *Être et temps*. Traduction part Emmanuel Martineau, Edition Numérique Hors-Commerce, p. 189.

²⁶ *Idem.*, p. 192.

postcoloniale qui préside à la destinée africaine. Se contentant des miettes qui tombent de la table de leurs parrains politiques, nos élites sociales et politiques dans une posture subalterne répondent aux diktats néolibéraux de sorte que la souveraineté ou même la démocratie telle « qu'on l'expérimente dans certains Etats africains [n'ait] rien d'une dynamique d'émancipation et de production collective de l'humain après une longue histoire de sa négation. Elle est réduite à « une simple forme de légitimation du pouvoir dont la tâche n'est plus, comme on devait s'y attendre de maintenir l'ouverture au sans prix, à l'incalculable, au sens profit, bref, à ce sans quoi il n'y a ni communauté ni valeur, mais de gérer plutôt leurs retombées locales de la nécessité historique mondiale consistant en la conjonction de deux nécessités propres, l'une à l'accroissement illimité de la richesse, l'autre à l'accroissement du pouvoir oligarchique.²⁷ » Dans ce monde où les nantis dorment tranquillement dans l'abondance des richesses sans même s'interroger sur un quelconque bruit de la misère populaire qui pourrait déranger ce sommeil tranquille, peut-on imaginer « la honte éprouvée par une mère [africaine] devant ses enfants martyrisés par la faim et qu'elle est incapable de nourrir ?²⁸ » Peut-on imaginer un instant le poids de la misère qui pèse sur le dos des damnés de ce monde à « anthropophagie structurelle, où l'excès de la minorité génère l'insuffisance et la précarité de la majorité.²⁹ » C'est là le nœud de la faille du simulacre de nos politiques qui

²⁷ K. KAVWAHIREHI, « A la recherche de l'autre voie en philosophie africaine : les lieux d'ancrage », in B. AWAZI MBAMBI KUNGUA (Dir.), *Dieu et l'Afrique. Une approche prophétique, émancipatrice et pluridisciplinaire* (Afroscopie VI), Paris, L'Harmattan, 2016, pp. 418-419.

²⁸ J. ZIEGLER, *Op.cit.*, p.....

²⁹ Lire, P. RABHI, *La part du colibri. L'espèce humaine face à son devenir*, Paris, Editions de l'Aube, 2009.

cherchent à jouer aux bons enfants pour toujours bénéficier des avantages des seigneurs néolibéraux dans ce monde où les inégalités entre peuple sont masquées par le progrès matériel comme si cela garantissait à tout homme « les conditions décentes d'existence » ou encore, « les possibilités de pleinement épanouir ses potentialités humaines.³⁰ » Alors que la logique compétitive néolibérale ne trouve pas son ancrage dans l'archétype social africain, cela n'a pas empêché l'élite sociopolitique africaine qui, voulant vivre à la bourgeoisie occidentale, de tourner dos au fondement même de son être-homme qui veut qu'il soit heureux avec parce que ne vit pas isolé seul dans un monde solitaire.

Ne fonctionnant pas avec son âme propre, la politique africaine est sur une pente glissante où le faux-semblant ne constitue plus un fait à démontrer. Cachant ce qui, en lui fonde son être réel, le politique africain fait écran de la réalité. Au fond, il n'est qu'un simple suiveur dont une reprise aveugle de la voie entreprise par le maître est le seul fondement de son engagement. C'est un élève qui, sachant consciemment que le maître gardera toujours le secret qui le singularise pour maintenir sa position magistère, ne fournit pas beaucoup d'efforts pour aller au-delà de ce que celui-ci lui donne.

Libérer une parole créatrice

Face à cette réalité, la question que pose la manifestation du virus et sa gestion dans nos pays est celle du suivisme et de la résignation politiques qui ne nous permettent d'assumer notre destin et de

³⁰ F. SARR, *Habiter le monde. Essai de politique relationnelle*, Québec, Editions Mémoire d'encrier inc, 2017, p. 11.

construire une destinée de grandeur non seulement pour l'Afrique mais pour le monde entier. On peut bon parler du sous-développement et la problématique de son développement en Afrique, mais qu'est-ce qui justifierait ce développement du sous-développement dans nos Etats sinon le simulacre politique insensé et infantilisant ? Il n'est pas innocent l'observation du manque des infrastructures fiables à même d'accueillir le nombre des malades qui se veut croissant dans les grandes mégapoles de nos Etas en ces moments critiques où le Coronavirus frappe de plein fouet le monde entier. Comment peut-on comprendre que les autorités appellent la population, dans certains de nos pays, à voir comment gérer le problème à la maison, en cas de maladie, faute de manque d'hôpitaux disposant de grande capacité d'accueil ? Ce que cela révèle, c'est justement que le simulacre politique ne peut que conduire au renforcement d'une culture d'une fragilité mortifère. Et cela concerne autant l'homme politique africain que la société africaine dans son ensemble.

Si dans l'urgence l'on peut poser la question de comment sortir de cette démençe organisationnelle, cependant la plus importante des questions serait d'interroger la culture qui a nourri pendant de longues années cette démençe organisationnelle. Depuis soixante ans nous sommes indépendants, mais à quoi a donc servi cette indépendance si nous ne sommes pas encore en mesure de libérer une parole créatrice pouvant nourrir l'organisation d'une société libre et capable de s'organiser en comptant sur ses propres forces et ses propres moyens. Dans certains de nos Etas, il suffisait que la France décide du plan d'un déconfinement progressif pour que certains de nos chefs nous invitent à voir comment vivre avec le virus.

En même temps que le coronavirus nous met devant la problématique de l'opacité politique, en même temps cela révèle la question d'un manque global de repère historique. Quel est notre modèle historique en tant que peuple ? Si nous jouons à la politique du simulacre, n'est-ce pas par manque d'un cadre historique organisationnel dans lequel l'on se nourrirait des modèles d'organisation propres à nous-mêmes et sur lequel l'on devrait baser notre foi ? En quoi, sans l'aménagement de ce cadre historique, la gestion de la crise actuelle nous garantirait de survivre aux coups futurs allant dans le même sens que le coronavirus ? Au-delà d'être une question sanitaire, la pandémie du coronavirus est plus une interpellation devant un défi historique que nous sommes appelés à relever dans l'Afrique d'aujourd'hui. Nous ne nous organisons pas non pas parce qu'il nous manque des moyens pour le faire, mais seulement parce que nous n'avons pas encore cru en nos forces organisationnelles. Comment dans un Etat, on peut prétendre construire des infrastructures sanitaires fiables et entre temps aller se faire soigner ailleurs en de maladie ? Cela est la preuve de combien nous nous trompons à nous-mêmes. Et en ces moments où l'étranger auquel nous recourrons (pour nous faire soigner) n'est plus disposé de nous accueillir parce que lui-même frappé par le même problème que nous, cela n'est-il pas interpellatif pour nous ? Si nous sommes sérieux envers nous-mêmes, au lieu de continuer à faire semblant en fermant les yeux devant nos politiques d'errance, il y a là une responsabilité historique que nous devons assumer afin de nous mettre sur une nouvelle voie face au futur. Certes, l'on nous objecterait aussi la volonté de continuité du maintien de l'Afrique dans la colonisation avec la politique néocoloniale, mais, que faisons-nous pour faire face au néocolonialisme ?

Ce dont il est question ici, ce n'est pas un fait d'innocenter le poids la colonisation sur l'inorganisation africaine aujourd'hui. D'ailleurs, ce qui nous ont colonisé peinent aussi à gérer cette crise dont nous gardons bonne mémoire de nombre de morts qui ont frappé les prétendues nations développées. N'est-ce pas là un signe clair que nous sommes aussi appelés à l'imagination de moyens propres à nous pour une bonne organisation politique ? N'est-ce pas là signe que les rapports de force dont parlait le regretté Phillippe Biyoya nous invitent aussi à être des acteurs clés et centraux de notre autodétermination politique ? Comment nous situons-nous ou quel positionnement avons-nous dans ce monde global où seule la force compte ? En ces temps où nous sommes sérieusement frappés par le coronavirus, nous sommes à un moment historique où nous devons faire de notre présent le point central de notre passé et la clé de référence de notre futur. Notre passé tout comme notre avenir seront ce que nous allons décider qu'ils soient. Mais pour cela, il est important de libérer une nouvelle parole directrice et de nous munir d'une nouvelle idée-force.

Conclusion

S'il est vrai, comme nous l'avons appris à la suite de Reinhart Kosellech, que « c'est dans la nature de la crise d'être l'échéance d'une décision qu'on attend. Et la décision attendue reste incertaine. Dans l'insécurité générale d'une situation critique, il y a donc cette seule certitude qu'une fin de l'état critique se prépare, sans qu'on sache quand et comment on y parviendra », ce dont il a été question dans ce papier est une chance pour nous. Si nous sommes le reflet de ce que présente ce papier, alors la nature de notre mal est la source même de la fin de ce mal. Si l'on comprend,

l'enjeu c'est la croyance en soi et en sa capacité d'organisation d'une société viable et vivable.

Ère coronavirus et « télétravail » : leçons françaises pour l'administration congolaise

Ahadi Senge Milemba Phidias

Introduction

Le recours de service public aux Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) est, aujourd'hui, la marque de la société de l'information. (Une jonction est importante ici pour montrer l'importance de cela même avant la pandémie) Il est accéléré dans nombre de pays frappés par la sévérité de la pandémie de l'actuel coronavirus qui est aujourd'hui au centre des désastres de notre quotidien. Des mesures de restriction des libertés, avec comme slogans grand public : « restez chez vous » et « travaillez de chez vous », appellent à explorer des solutions innovantes avec l'utilisation de technologies avancées. L'objectif est de barrer la route à l'expansion de la pandémie actuelle et à l'arrêt de l'administration publique. Au nombre d'elles, le drone, le système de traçage de proximité, l'enseignement télévisuel, la télédidactique ou la classe télévisée, l'attestation numérique de déplacement et le « télétravail » pour tous les postes qui le permettent. Ce dernier levier que nous livre la société de l'information, permettrait à l'appareil administratif de l'État et aux entreprises privées de rendre des services à distance temporelle et spatiale grâce aux outils numériques. Ainsi, par sa malléabilité et la distance qu'il crée, le « télétravail » remue les configurations traditionnelles de l'administration et heurte ses pratiques de routine.

Sachant que le système administratif congolais est figé dans ses méthodes et pratiques archaïques des années coloniales (Mengeli, 2016) et que la crise sanitaire actuelle a mis en lumière ses limites et fractures ainsi qu'accélééré ses problèmes connus quant à l'usage de technologies avancées, il nous semble opportun de le questionner en reconsidérant l'expérience française de l'ère coronavirus et ses enseignements sur le « télétravail ». L'objectif de ce papier est de permettre à l'administration congolaise de revoir son approche organisationnelle du travail et les pratiques de gestion pour répondre aux exigences du « télétravail ». Ce levier conduirait le Congo à préserver son capital humain de l'hécatombe prédite par les « maîtres du monde » sur les États à « économie attardée » et très endettés, à assurer la protection de la productivité ainsi que la meilleure qualité de la vie privée des télétravailleurs. C'est à ce juste titre que ce papier interroge le fonctionnement de l'administration publique congolaise de l'ère coronavirus en vue de son adaptation aux technologies avancées.

1. Portée sémantique des termes « Télétravail » et « Coronavirus »

Inventé par le mathématicien américain Robert Wiener en 1950, le terme « télétravail » est apparu en France au début des années 80 avec le développement des nouveaux services de télécommunication. Aujourd'hui, il vole la vedette de l'actualité mondiale. L'administration française y trouvait un moyen d'améliorer les conditions de vie des salariés en rapprochant le lieu de travail du domicile, ainsi qu'une réponse palliative aux problèmes d'aménagement du territoire (Lemesle et Marot : 1994). Le terme est entré dans le Code du travail français depuis mars 2012, désignant « toute forme d'organisation du travail dans

laquelle un travail qui aurait également pu être exécuté dans les locaux de l'employeur est effectué par un salarié hors de ces locaux de façon volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un avenant à celui-ci » (Article L1222-9 du Code du travail français).

Cette définition, inspirée de l'article 2 de l'Accord-cadre européen de 2002, fait appel à trois observations. D'abord, elle limite le « télétravail » contractualisé aux seuls salariés. Ensuite, l'usage des nouvelles technologies en est une exigence. Enfin, elle confère au « télétravail » un caractère volontaire de la part du salarié (Hallépée et Mauroux, 2019 : 9). Cependant, le Code du travail français, modifié par l'ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 y apporte un nouveau regard. Il définit le « télétravail » comme « toute forme d'organisation du travail dans laquelle un travail qui aurait également pu être exécuté dans les locaux de l'employeur est effectué par un salarié hors de ces locaux de façon volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication ». Cette nouvelle acception a le mérite de modifier les modalités de mise en place du « télétravail ». Elle a supprimé le critère de régularité ainsi que l'obligation de mentionner le « télétravail » dans le contrat de travail (ou un avenant). L'ordonnance prévoit que le « télétravail » soit formalisé par tout moyen par l'employeur et le salarié : accord collectif, charte d'entreprise, avenant au contrat de travail, et en cas de télétravail occasionnel et en l'absence d'accord collectif ou de charte, un accord écrit, même simplement par mail (Hallépée et Mauroux, 2019 : 10). Ainsi, le « télétravail » rime avec les transformations qui affectent le monde du travail. Il est un système de travail au loin du poste habituel du salarié qui dématérialise les

procédures administratives. En ce contexte de percées technologiques et de crise sanitaire mondiale, il est perçu comme un nouveau mode de vie sociétale et un dispositif organisationnel barrière à l'avancée de la pandémie de coronavirus. Par la distance spatiale et temporelle qu'il crée, le « télétravail » bouleverse l'organisation du travail et les pratiques traditionnelles de gestion (Taskin et Tremblay, 2010: 74).

Les coronavirus quant à eux (du latin corona), sont une très large famille de virus qui doivent leur nom au fait qu'ils semblent dotés d'une couronne. Ce sont des virus très répandus qui atteignent aussi bien les oiseaux que les mammifères et certains d'entre eux ont une transmission interhumaine (Raoul, 2020). D'après Didier Raoul, ces derniers sont fréquents, tuent de temps en temps, mais sont complètement ignorés de la presse et de la plupart des autorités sanitaires du monde. Ce qui est vraiment étrange car les coronavirus constituent la troisième cause d'infection respiratoire virale. Ces virus ont la particularité d'être les plus grands des virus à ARN et présentent donc de fréquentes mutations (Raoul 2020). Leur histoire commence en 1965 lorsque Tyrrel et Bynoe identifient un virus obtenu chez un enfant présentant un rhume. Ce virus a été appelé 229E. À peine ~~plus tard~~, Macintosh, à l'occasion d'un prélèvement respiratoire, trouve un autre virus très proche qui, lui, s'appellera OC43, et peu de temps après le nom coronavirus va être choisi pour nommer cette famille (Raoul, 2020). Après cette époque, de nombreux coronavirus ont été retrouvés chez différents animaux. Le troisième à être découvert dans une pathologie humaine était le virus du SARS identifié en 2003 et qui aurait causé 880 morts avant de s'arrêter brutalement à l'été 2003 sans jamais plus réapparaître. Deux nouveaux virus

respiratoires de la famille des coronavirus furent trouvés en 2004, NL63 et HKU1. Ces virus ou des virus proches ont été ensuite isolés chez des animaux. Le coronavirus d'Arabie Saoudite, MERS-corona, a été trouvé en 2012 quand un patient a été hospitalisé à Djeddah : un prélèvement envoyé à Osterhaus a permis d'isoler ce nouveau coronavirus. Le coronavirus chinois, lui, a fait son apparition en décembre 2019 à Wuhan où une épidémie de pneumonie a été mise en évidence (Raoul, 2020). L'Organisation Mondiale de la Santé a annoncé le nom officiel de la maladie causée par ce dernier coronavirus et qu'elle considère, aujourd'hui, comme une « très grande menace pour le monde ». Son nom provisoire était 2019-nCov, il faudra désormais l'appeler Covid-19. Le nom de l'agent étiologique est SARS-CoV2. D'après Tedros Adhanom Ghebreyesus, le nom été choisi pour être « facile à prononcer », tout en restant sans référence « stigmatisante » à un pays ou une population particulière. Covid-19 est l'acronyme de Corona *Virus* Disease 2019 (Kern, 2020).

Avec cette pandémie mortelle, l'histoire de l'humanité bascule de façon imprédictible. Des gestes barrières et restrictions des libertés modifient nos pratiques culturelles : les stades réduits au silence ; les écoles, les universités, les Églises et les mosquées fermées ; les plages et les piscines devenues désertes ; les marchés ne s'ouvrent plus au grand public ; les hôtels, les restaurants et les bars ne sont plus à la portée du public ; les diplomates ne peuvent plus se mouvoir au gré des relations diplomatiques ; les avions cloués au sol dans les aéroports ; les bateaux ne flottent plus ; les travailleurs forcés au chômage technique ; etc. Voilà un monde qu'on prétendait connaître qui plonge dans l'inconnu, un monde qu'on croyait prévisible devient imprévisible, un ordre qu'on croyait

maîtriser qui disparaît avec une précipitation insaisissable. En tout, « Rien ne va plus. De quelque côté que l'on regarde le monde, c'est le même sentiment de stupeur et d'incrédulité qui s'impose » (Ramy, Gnesotto et Baer, 2017 : 4). Comme si tout s'arrêtait et plus rien ne sera comme avant. Toutes les mesures urgentes arrêtées n'ont point empêché le coronavirus de laisser son empreinte funeste à notre temps et le monde ne peut pas s'empêcher « de ne pas voir dans tout cela la fin d'un monde » (Reynié, 2010).

2. Vous avez dit « télétravail » au Congo ?

Dans son allocution du 18 mars 2020, le Président de la République Démocratique du Congo a décrété l'État d'urgence sanitaire pour combattre la pandémie de coronavirus. Des mesures urgentes d'exécution n'ont pas tardé d'être prises par d'autres instances institutionnelles, dont la note circulaire du Ministre de l'emploi, du travail et prévoyance sociale du 23 mars 2020, recommandant de privilégier dans la mesure du possible le travail à distance (le télétravail) dans le souci de la protection de la productivité des entreprises. Les Exécutifs provinciaux, potentiellement aux prises avec cette pandémie mondiale, n'ont pas été en reste. Par la faculté de s'adapter au changement et de se projeter vers l'avenir qui définit l'essence et l'histoire de l'homme, celui-ci est poussé au changement des habitudes de vie, des us et coutumes administratives, et à imaginer un dispositif de résilience qui puisse privilégier la sécurité de la santé de tous.

Sachant que « la RDC revient d'une longue période dominée par une série d'instabilités politiques et de guerres qui ont eu pour effet l'anéantissement et l'inefficacité de l'État et de son administration » (Otemikongo, 2020 : 19), comment saura-t-elle repousser ses limites en « télétravail » en contexte explosif de la pandémie de

coronavirus ? En réalité, les limites congolaises en ce domaine du numérique sont révélées et accélérées. Le code du travail congolais est muet quant à la reconnaissance et la définition de la notion « télétravail ». Et pourtant, elles sont une condition de fond de l'application de ce mode de travail aux circonstances exceptionnelles, telle la pandémie sanitaire actuelle. Il s'agirait, pour un œil exercé, de se rendre à l'évidence de l'archaïsme de l'appareil administratif congolais plongé dans ses méthodes et procédures surannées. C'est aussi une question des limites des ressources de l'opérationnalité du « télétravail » au Congo dont les raisons sont déracinées et amplifiées par la pandémie de coronavirus. Fort de ces regards, cet actuel mode de travail souffrirait de deux limites majeures au Congo : l'absence d'un cadre législatif et réglementaire approprié et le défaut d'un dispositif numérique du « télétravail ».

L'absence d'un cadre législatif et réglementaire approprié du « télétravail », que les pouvoirs publics auraient dû mettre en place, crée un « espace "vide" de droit » (Ho, 2007 : 419) : un espace de liberté où tout est permis puisque non contraint par une quelconque règle de droit formalisée. Dans cette vue, l'utilisation du « télétravail » demeurera minimale tant que durera ce vide législatif et réglementaire. Seules quelques bonnes initiatives des entreprises privées et services de l'État essaient de mobiliser le « télétravail », mais sans cadre légal défini. Cette limite, doublée de mesures exceptionnelles de fermeture des frontières terrestres, liquides et aériennes, explique, en partie, la récession grandissante de l'économie du pays. Elle est pour beaucoup à la demande de la Fédération des entreprises du Congo du déconfinement total de la Commune de la Gombe ((FEC, 14 mai 2020), siège des institutions

du pays et centre des affaires de la ville de Kinshasa. Cette inertie due aux mesures exceptionnelles impacte considérablement sur son économie, celle-ci étant fondamentalement extravertie. Rien de tel en France, qui offre à la RD Congo des enseignements à suivre en cette période où la courbe d'infection est en pleine croissance. Son Code du travail reconnaît et définit clairement le terme « télétravail ». Dans les entreprises comme dans la fonction publique française, ce mode de travail à distance est encadré par des textes légaux et réglementaires.

Quant au dispositif numérique, il est aberrant de parler du « télétravail » et de son succès quand on a conscience du défaut de ses outils numériques au Congo. Ces outils permettent de mieux communiquer en équipe, d'organiser la gestion de projet à distance et des réunions en visio-conférence ainsi que faciliter le partage de fichiers. Certes, « dans le but de rendre les services publics plus accessibles à leurs usagers et d'en améliorer le fonctionnement interne » (Kodjo, 2018), le « télétravail » exige de la part des employeurs, une mise à disposition pour les employeurs, d'outils pour télétravailler de manière optimale. Il s'agit d'un haut débit de connexion Internet (connexion à distance au réseau de l'entreprise, services web sur ordinateur ou téléphone mobile) ; la messagerie en ligne pour rester au contact de son équipe ; la visio-conférence et partage d'écrans ; le dropbox (un outil de partage et de travail collaboratif) ; le trello (un outil pour la gestion d'un projet à plusieurs ou des calendriers éditoriaux) ; le Google Driver ; etc. A ce dispositif numérique, il faut ajouter la disponibilité du courant électrique et l'autorisation du « télétravail » sous condition de conformité de l'installation électrique. En France, pour accéder au « télétravail », l'agent doit fournir un certificat de conformité de

l'installation électrique de son domicile. A défaut, il doit signer une attestation sur l'honneur, sans plus des précisions sur son contenu (Cf. Diagnostic-Immobilier.Pro, 2007). Rien de tel au Congo, où les procédures de raccordement du courant électrique par le service public d'électricité sont brulées et transformées en vache laitière. La conformité de l'installation électrique, l'avis de réception de l'installation, le schéma unifilaire de l'installation dument approuvé par le service public de l'électricité se passent, le plus souvent, dans un arrangement amical entre agent et client. Aussi, la distribution et la consommation du courant électrique sont loin de satisfaire les besoins des ménages et industriels. Pour la seule ville de Kinshasa, « le service public de l'électricité assuré par la SNEL est défaillant. Sur les 1 000 mégawatts (MW) nécessaires pour répondre à la demande sans cesse croissante des habitants et des industries de la ville de Kinshasa, cette société n'en produit que près de 450, accusant ainsi un déficit de plus de 500 MW » (Mpiana, 2018). Et sur l'ensemble du territoire national, « seulement 15% de la population congolaise a accès à l'électricité mais avec délestage et les 85% autres sont dans le noir total depuis la colonisation » (Mbala, 2016). Ces irrégularités constituent une barrière à l'adaptation du système administratif congolais à ce nouveau mode de travail à distance. Dans ce contexte, le « télétravail » ne saurait être productif et permettre la communication entre les employés, son équipe et les usagers.

Par ailleurs, le « télétravail » exige un équipement bureautique nécessaire (ordinateur, imprimante, bureau, table, chaise, etc.) ; des outils de communication ; des logiciels, permettant à l'employé de travailler de chez lui ainsi qu'un capital humain spécialisé et respectueux de la charte déontologique.

3. Ce que le « télétravail » aurait apporté à l'administration congolaise

Le travail à distance est à envisager comme une véritable approche réformatrice de l'administration. Il est susceptible de lui procurer, en ce contexte explosif de la pandémie de coronavirus, une gamme de facultés pour sa continuité. Bien qu'elles soient nombreuses selon le degré atteint dans chaque administration des États, cette réflexion en retient essentiellement cinq. Il s'agit d'(e) : être à l'abri du risque de contagion et efficace aux tâches professionnelles ; gain d'autonomie du personnel ; présentéisme ; dématérialisation des procédures administratives ; preuve de souplesse et fiabilité de l'administration.

Etre à l'abri du risque de contagion et efficace aux tâches professionnelles. Travailler de chez soi permettrait, dans le contexte de la pandémie de coronavirus, de se mettre à l'abri de risques potentiels de contagion sur le site du travail, dans les transports en commun sans respect des mesures de distanciation physique et d'hygiène, dans le milieu des embouteillages intenses qui, souvent, durent des heures. Bien plus, il permettrait une concentration maximale pour effectuer efficacement une tâche professionnelle dans le site aménagé pour le « télétravail ». Les humeurs des collègues à rire et à faire rire, les divers divertissements dus à sa vie privée sont vaincus par l'exigence de la discipline due au « télétravail ».

Gain d'autonomie du personnel. Le travail à distance a l'avantage de permettre un aménagement plus souple des horaires de travail. Il laisse plus de temps au télétravailleur dans sa journée et dans sa semaine à se concentrer sur sa vie privée (vie de famille, ses passions, ses loisirs...) et « pousse les collaborateurs à gagner en

autonomie. Ces derniers deviennent responsables de la gestion de leur temps et de leurs missions » (Tiz conseil, 2020). Travailler à distance c'est donc laisser les mains libres aux télétravailleurs pour qu'ils s'auto-régulent et qu'ils s'auto-responsabilisent. Ce mode de travail est fondé sur une confiance totale de l'employeur en ses collaborateurs, car ces derniers organisent eux-mêmes leur emploi du temps. « Cette indépendance ne peut que leur être bénéfique, puisqu'un travailleur autonome est un travailleur plus organisé et par conséquent, plus efficace » (Tiz conseil, 2020). Vues sous cet angle, l'autonomie et la liberté d'initiative garanties aux collaborateurs redoublent leur motivation et rendement.

Le présentéisme. Opérationnaliser le « télétravail » au Congo de l'ère coronavirus est susceptible de réduire le taux d'absentéisme et de retard dans son administration. Bien plus, il accroîtrait considérablement le présentéisme des salariés. Cependant, le présentéisme des salariés n'est toujours pas synonyme de performance. Il est possible d'être présent à un poste mais sans productivité. C'est une présence qui ne garantit pas le rendement, d'où le « présentéisme improductif ». A ce titre, le salarié est beaucoup plus attaché à sa vie privée qu'aux tâches professionnelles. Et dans certains cas, même malade ou démotivé, c'est la présence qui compte. Par contre, avec le « présentéisme productif », le salarié est alors plus concentré et plus dévoué à ses tâches professionnelles. A cet effet, il aménage convenablement son espace de travail à distance (le domicile, un centre ou un site de bureaux partagés, un tiers-lieu, etc.), respecte la durée du travail et impose la discipline à son entourage immédiat afin d'éviter de se laisser absorber par les récréations.

Dématérialisation des procédures administratives. C'est l'émergence de technologies avancées comme levier de modernisation de l'appareil administratif. Elle rend l'information publique accessible sur Internet et vise à dématérialiser les procédures publiques en permettant aux usagers de les effectuer sur Internet (les téléprocédures) (Ossama, 2001 : 51). Les usagers pourront, de ce fait, accéder directement à leurs dossiers administratifs en ligne, remplir des formulaires intelligents ou, « faire leur déclaration de revenus, obtenir un registre de commerce ou même demander une aide sociale à l'État » (Kombo, 2012), etc. Les technologies avancées apportent donc un souffle nouveau à l'appareil administratif, celui-ci devenant « multi-accès », en ce que « la levée des contraintes géographiques et d'horaires pour l'utilisateur est renforcée puisqu'il peut désormais faire des démarches complètes en ligne » (Roux, 2010). Cette dématérialisation des procédures administratives offre une possibilité sérieuse de lutter contre la propagation des maladies comme la Covid-19. Grâce à elle, la paperasserie est éliminée ; les « aérosols » présents sur les surfaces comme les poignées de porte, les boutons d'ascenseur ou encore les bureaux des services et entreprises ainsi que les fournitures des bureaux, deviennent évitables.

Preuve de souplesse et fiabilité de l'administration. Dans le souci de la modernisation de l'administration congolaise, le « télétravail » offrirait l'avantage de souplesse administrative et de fiabilité. *Souplesse*, parce que les processus, reposant sur des documents papier et menant à bien des gâchis, auront cédés aux procédures numériques. Ces téléprocédures sont donc un remède de taille au manque de promptitude de l'administration, de rapidité à répondre dans le délai à des divers *inputs*. Elles portent donc l'avantage de

simplification des procédures administratives à effectuer et de réduction du délai administratif au strict nécessaire. Il s'en suit une prise en charge d'un flux de demande en lieu et place de longs fils d'attente devant les bureaux ou devant les guichets, de longs formulaires et le temps perdu en déplacement deviennent évitables. Quant à la fiabilité, « les services électroniques d'aujourd'hui répondent aux standards internationaux de sécurité. En plus, ce type de services sont protégés par une multitude de mécanismes d'authentification fiables » (Cf. Kratos Technology, 2014).

Conclusion

Ce n'est plus un secret pour personne, la crise sanitaire actuelle a dévoilé, à la face du monde, des fragilités de l'administration congolaise. Elle a agi comme accélérateur de ses problèmes de routine et révélateur de ses limites et fissures. En raison de sa sévérité et insaisissabilité, cette crise a brouillé l'organisation classique du travail ainsi que ses pratiques de gestion. Elle a influé sur les conditions et procédures administratives, dont elle met en évidence l'inadéquation avec les technologies avancées.

Pour s'en tirer, il importe de réinventer une administration « multi-accès », en remplacement de cette administration « mono-accès » et anachronique, privilégiant la paperasserie, et manifestant des incongruités à articuler les services guichet, les nouvelles technologies (ordinateur portable, tablette, smartphone) et l'Internet en ce XXI^e siècle. Cette réinvention nécessite l'implication d'une intelligence innovée du Congolais pour rebâtir une administration numérisée qui puisse s'adapter et résister aux menaces d'interruption que lui oppose la courbe d'infection de l'actuelle maladie de coronavirus en pleine croissance au Congo.

Pour ce faire, le besoin de loi pour télétravailler en sécurité en est une exigence fondamentale. Un cadre législatif et réglementaire de « télétravail », établissant des règles claires et satisfaisantes pour les employeurs, employés et usagers de l'administration méritent d'être privilégié. Cela passera conditionnellement par la réforme du Code du travail congolais en ce sens qu'il doit conduire à la flexibilité, à la sécurité et à lever la fracture numérique qui condamne l'administration congolaise à la paperasserie, pour ainsi adapter le droit du travail aux enjeux de la société de l'information.

Références bibliographiques

DIAGNOSTIC-IMMOBILIER.PRO, 2007, « L'autorisation de télétravail sous condition de conformité de l'installation électrique », 2007, URL : <http://www.diagnostic-immobilier.pro/non-classe/autorisation-teletravail-condition-conformite-installation-electricite/>, consulté le 15 mai 2020.

HALLÉPÉE, S., et MAUROUX, A., Novembre 2019, « Quels sont les salariés concernés par le télétravail ? », DARES Analyse, n° 051.

HO DINH, A.-M., 2007, « le « vide juridique » et le « besoin de loi ». Pour un recours à l'hypothèse du non-droit », in *L'année sociologique*, vol. 57, n°2, pp.419-453, URL : <https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2007-2pages-419.htm> , consulté le 18 mai 2020.

KERN, J., 2020, « Ne l'appellez plus 2019-nCoV, son nom officiel est Covid-19 », Publié le 11/02/2020 à 16h45, modifié le 14/02/2020 à 09 :19, URL : <https://www.futura-sciences.com/sante/breves/coronavirus-ne-appellez-plus-2019-ncov-son-nom-officiel-covid-19-1947/>, consulté le 22 mai 2020.

KODJO, NDUKUMA-ADJAYI, 2018, « L'état des initiatives d'administration électronique en République Démocratique du Congo (1940-2018) », in *International Journal of Digital and Data Law*, Vol 4, pp.129-139, URL : <http://ojs.imodev.org/index.php/RIDDN>, consulté le 15 mai 2020.

KOMBO YETILO, J., 2018, L'administration publique congolaise aux prises avec les TIC : innovations, défis et perspectives. Le cas de la publication des résultats des examens d'État. *Télescope*, 18 (1-2), 84–101, <https://doi.org/10.7202/1009256ar>, consulté le 15 mai 2020.

KRATOS TECHNOLOGY, « Quels sont les avantages que l'administration électronique propose aux citoyens ? », Publié le 9 septembre 2014. URL : <https://es.slideshare.net/eMunicipality/quels-sont-les-avantages-que-ladministration-lectronique-propose-aux-citoyens?nomobile=true>, consulté le 9 juin 2020.

LEMESLE, R.-M., et MAROT, J.-C., 1994, *Le télétravail*, Que sais-je, PUF.

MBALA, E., 2016, a livré ces statistiques vendredi 8 juillet 2016, URL : <https://www.radiokapi.net/2016/07/09/actualite/societe/rdc>

-15-de-la-population-acces-lelectricite-avec-delestage,

consulté le 14 mai 2020.

MENGELI LONGOMO, M., 2016, *Les problèmes de l'Administration publique congolaise*, Paris, L'Harmattan.

MPIANA TSHITENGE, J.-P., 2018, « Le service public d'électricité dans la périphérie de Kinshasa : entre régulation de contrôle et régulation autonome », *Anthropologie & développement* [En ligne], 48-49, mis en ligne le 18 juillet 2019, URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/674> <https://doi.org/10.4000/anthropodev.674> , consulté le 14 mai 2020.

OSSAMA F., 2001, *Les nouvelles technologies de l'information : enjeux pour l'Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan.

OTEMIKONGO MANDEFU YAHISULE, J., 2020, *RDC : administrer l'État selon les règles de l'art. Impératif pour une administration publique congolaise du développement*, Paris, L'Harmattan.

RAMY, P., GNESOTTO, N. et BAER, J.-M., 2017, *Où va le monde ?* Paris, Editions Odile Jacob.

RAOUL, R., 2020, *Epidémies. Vrais dangers et fausses alertes. De la grippe aviaire au Covid-19*, Neuilly-sur-Seine, Editions Michel Lafon.

REYNIE, D., 2010, « Les valeurs : le retour du conflit » in REYNIE, D., (Dir.), *Valeurs partagées. Face au bouleversement des valeurs, la recherche d'un nouveau consensus*, Paris, Presses Universitaires de France.

ROUX, L., 2010, « L'administration électronique : un vecteur de qualité de service pour les usagers ? », *Informations sociales*, 2010/2 n° 158 | pages 20 à 29, URL : <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-2-page-20.htm>, consulté le 20 mai 2020.

TASKIN, L., et TREMBLAY, D.-G., 2010, « Introduction du dossier : télétravail », in *Gestion* 2010/1 (Vol. 35), pp. 74-75.

TIZ Conseils, « Télétravail occasionnel en entreprise : avantages et bonnes pratiques », URL : <https://www.tiz.fr/teletravail-occasionnel-avantages-bonnes-pratiques/>, consulté le 14 mai 2020.

Identiques mais différents : Une comparaison entre la maladie à virus Ebola et la Covid-19 après l'épidémie d'Ebola dans l'est de la RDC (2018-2020)

Nene Morisho, Josepha Kalubi, Sung Park et Martin Doevenspeck

En février 2020, nous suivions toujours le nombre de cas de l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) au Nord-Kivu, dans l'est de la RDC, qui, à ce moment-là, diminuait progressivement. Et au même moment, de partout circulaient des informations sur la nouvelle pandémie de Covid-19 qui faisait ravage depuis la Chine en passant par l'Europe et aux États-Unis. Alors qu'à ses débuts le virus progressait à une grande vitesse, la plupart des gouvernements africains, tout comme ceux d'Europe et des États-Unis, considéraient encore la pandémie comme un problème lointain et ne se sont pas vite employés à prendre des mesures pour y faire face.

Alors que le dernier patient atteint d'Ebola est sorti de l'hôpital en province du Nord-Kivu le 3 mars 2020, l'épidémie ayant duré plus de deux ans, le 10 mars le pays a enregistré le premier cas de Covid-19 à Kinshasa. Et Il a fallu deux semaines pour que les autorités prennent la décision de limiter les dégâts en interdisant les échanges entre la capitale et les autres provinces, mais aussi l'accès au territoire congolais à tout vol international. La panique s'installa ainsi dans le chef des Congolais.

De la manière dont Ebola a été traité et l'arrivée de la Covid-19, une question semble intéressante : quels enseignements tirés de l'épidémie d'Ebola pour la pandémie de Covid-19 ? Les habitants

des régions les plus touchées sont-ils mieux préparés à la Covid-19 ? Les leçons tirées de l'épidémie d'Ebola aideront-elles les citoyens de l'ensemble du pays à s'adapter également à la nouvelle pandémie ? Quelles sont les similitudes et les différences entre ces deux pandémies ?

A travers ce papier, nous voulons insister sur le fait que ces comparaisons sont cruciales pour anticiper l'impact de la pandémie de Covid-19 dans le pays et savoir quelles mesures peuvent être prises pour l'éviter. Cependant, il convient de ne pas perdre de vue la vitesse remarquable de circulation de la pandémie de Covid-19 qui rend impossible toute anticipation certaine de ce qui pourrait arriver dans un proche avenir. En fait, ce moment d'incertitude nous rappelle les nombreux développements inattendus des épidémies d'Ebola - notamment l'émergence de la méfiance - pour lesquels la réponse d'urgence n'était pas entièrement préparée. Au moment où nous écrivons ce commentaire, un nouveau décès dû à l'EVD a été signalé dans la province du Nord-Kivu.

Les comparaisons les plus importantes, comme nous le soutenons dans ce papier, sont celles que les citoyens effectuent eux-mêmes pour évaluer la réponse du gouvernement, de comprendre la situation afin d'agir en conséquence face à la nouvelle pandémie. L'un des enseignements tirés de la recherche sur " Humaniser la conception de la réponse à Ebola à l'est de la RDC " (août 2019-janvier 2020) est la tendance de ne pas prendre en compte les besoins et les avis des citoyens. La tendance est simplement d'adopter les perspectives et les terminologies des interventions de santé publique pour évaluer les comportements et les perceptions des citoyens, et la manière dont ils pourraient être corrigés. Cette tendance ignore manifestement le fait que les personnes ciblées par

l'intervention d'urgence évaluent et apprécient également la rationalité des mesures de santé publique. Ainsi, la méfiance n'est pas seulement enracinée dans les croyances traditionnelles ou la théorie du complot, mais elle est également tributaire de l'évaluation que font les citoyens de la rationalité de la réponse d'urgence à l'épidémie. Si l'on veut bien comprendre comment les populations s'adapteront à la nouvelle pandémie, il est important de tenir compte de ces comparaisons et évaluations.

S'appuyant sur une série d'entretiens réalisés par la radio " Pole FM " avec quelques habitants de Goma et Beni, nous avons cherché à savoir comment ils se préparent à se protéger contre la Covid-19. Les réponses montrent comment l'expérience de la vie pendant l'épidémie à virus d'Ebola a forgé un nouveau comportement face à la Covid-19. C'est par exemple la réponse d'une jeune femme qui travaille comme réceptionniste dans un hôtel local :

“Avec le coronavirus, nous restons beaucoup plus vigilants contrairement à Ebola. Entendu que le coronavirus est plus virulent que Ebola, nous avons multiplié par cinq les mesures d'hygiène de base prises contre Ebola. Ainsi, la situation que nous avons vécue avec Ebola nous a permis d'être beaucoup plus prudents et consciencieux face à d'autres épidémies.”

Telle est aussi la position d'un autre commerçant de Goma qui nous a confirmé que dans les points de vente et les officines pharmaceutiques, les gels hydroalcooliques sont devenus rares comme tout le monde veut s'en procurer. Ses propos sont les suivants :

“Quand Ebola a commencé, la vente de produits hydroalcoliques était faible. Mais avec l'évolution de la pandémie, la demande est devenue forte et ingérable. Nous n'avions jamais atteint au passé le niveau de vente que nous atteignons depuis le premier cas au pays. Nos stocks sont vides et nous n'hésitons pas à les réapprovisionner à nouveau. Cela prouve combien Ebola nous a beaucoup aidé à prendre conscience de l'importance de l'autoprotection.”

Comme le montrent ces deux témoignages, le Covid-19 représente une menace plus importante que la maladie à virus d'Ebola. En effet, dans le cas de la Covid-19, les citoyens n'ont pas attendu l'appui financier et l'accompagnement des ONG pour prendre des mesures préventives importantes. Cela s'observe par certaines décisions, comme celle prise par les responsables d'écoles d'arrêter les cours avant même que cela ne soit l'option du gouvernement. Les points de vue de populations convergent sur le fait que la transmission de Covid-19 s'avère plus facile à contrôler et à contenir que cela fut au cas l'épidémie d'Ebola. On a constaté que lorsque le premier cas de Covid-19 est apparu à Kinshasa, il a fallu seulement quelques jours pour que six autres cas soient détectés à Beni et à Goma, faisant ainsi prendre conscience à la population de la propagation rapide de Covid-19 par rapport à la pandémie d'Ebola.

Eu égard à ce qui précède, une autre question mérite d'être soulevée. C'est comme Paul Richards l'a souligné pour le cas de la Sierra Leone: dans quelle mesure les capacités de résilience et d'innovation qui ont émergé de l'adaptation créative à l'épidémie

d'Ebola peuvent-elles informer la réponse nationale à la pandémie de Covid-19 ?

Sur le plan institutionnel, le gouvernement national a rapidement mis en place des systèmes de contrôle pour les voyageurs en installant des points des mains sur les frontières et dans les aéroports. Par ailleurs, les laboratoires mis en place pour la riposte contre l'épidémie d'Ebola sont aussi utilisés pour le Covid-19. Toutes ces mesures montrent combien les citoyens et les autorités ont beaucoup appris de la menace de l'épidémie d'Ebola. L'une des expériences les plus importantes que le pays a tirées de l'épidémie d'Ebola est la mise en quarantaine ciblée de toutes les catégories de patients atteints de Covid-19. En outre, il semble exister une mémoire sociale, administrative, sanitaire, politique et épidémiologique assez forte qui peut permettre au pays de lutter efficacement contre le Covid-19. En particulier, le leadership et le savoir-faire de l'épidémiologiste Jean-Jacques Muyembe, qui était en charge de la réponse à Ebola et qui est maintenant en charge des mesures contre le Covid-19, contribuent de manière significative à diminuer la panique des citoyens.

Néanmoins, et c'est là un autre élément central de notre recherche sur l'épidémie d'Ebola, il est également crucial de nuancer les comparaisons susmentionnées entre Ebola et Covid-19. Comme nos interlocuteurs nous l'ont signifié pendant la recherche : " Chaque cas, chaque village a ses réalités ". Chaque cas, chaque famille, chaque village a ses propres réalités. Les épidémies dépendent d'une multiplicité de facteurs, qui confrontent parfois la réponse d'urgence à des défis inattendus. Il est essentiel de noter que l'épidémie d'Ebola s'est concentrée sur la partie dite le "Grand Nord" en province du Nord-Kivu et en Ituri. Pourtant la ville de

Goma a été relativement stable par rapport aux épicentres de l'épidémie d'Ebola, où une guerre en cours inhibait de manière palpable la réponse d'urgence. La capitale nationale, Kinshasa, est à 1 700 kilomètres et politiquement encore plus éloignée des épicentres de l'épidémie d'Ebola.

Ainsi, à la question de savoir si les habitants de Beni prendraient au sérieux les mesures pour Covid-19 après avoir vécu l'épidémie d'Ebola, un médecin, avec qui nous avons travaillé pendant l'épidémie d'Ebola, a affirmé que :

"Parce que la région a été touchée par Ebola, elle a certains avantages par rapport à d'autres régions non touchées. La population est habituée aux points de contrôle et la majorité des ménages disposent d'installations pour le lavage des mains. À l'entrée des lieux publics, on retrouve des dispositifs de lavage des mains et des thermo-flashes pour prendre la température. Il s'agit d'une réussite importante pour la population de Beni. Donc, la population est déjà préparée en ce qui concerne les mesures de lutte."

Un autre informateur de l'association locale des chauffeurs de taxi nous a dit qu'ils avaient déjà tenu des réunions pour mettre sur pieds des directives à l'intention de tous les chauffeurs de taxi afin qu'ils appliquent les mesures de protection recommandées. Il a dit ce qui suit :

"Bien qu'il s'agisse d'une perte financière pour nous, nous avons rapidement pris conscience du risque. Nous pouvons affirmer que la population de Beni ne résistera pas aux mesures de protection grâce aux

sensibilisations dont elle a été l'objet avec l'épidémie de la maladie à virus Ebola. Les discussions avec les populations de Beni permettent de comprendre comment l'expérience d'Ebola a contribué à renforcer le niveau de vigilance face à des maladies graves et sur la façon dont il convient de s'y prendre pour une protection efficace. La population est beaucoup plus proactive, et plus apte et disposée à collaborer avec les services habilités pour la riposte."

Cependant, la comparaison entre Ebola et Covid-19 doit tenir compte du fait que l'histoire de l'épidémie à virus d'Ebola dans cette région est une histoire différente avec celle de l'actuelle pandémie à Coronavirus. Plusieurs raisons justifient cette différence :

- Les élections annulées ;
- Les attaques de groupes armés ;
- La détérioration des relations entre l'Etat et la société ;
- La marginalisation politique.

Ces raisons ont fait que, malgré la disponibilité de traitements et de vaccins efficaces et le déploiement d'un nombre important des agents de la riposte, l'épidémie d'Ebola a duré plus de deux ans. Les relations entre agents de la riposte et les communautés se sont régulièrement détériorées favorisant ainsi la méfiance et même une certaine résistance violente. C'est comme les messages du genre "Ebola n'existe pas, ce n'est qu'une invention pour faire de l'argent sur le dos des Occidentaux ", qu'on pouvait entendre de certains leaders locaux. D'autres encore disaient : " Ebola, c'est du business ", " nous ne nous laverons pas les mains et nous n'en mourrons pas " ; ou encore " vous qui y croyez, faites-le ". Ces phrases étaient devenues des slogans dans les rues, les lieux publics et certains

débats. Face à ceci, la réponse des décideurs était de prendre au sérieux les attentes des populations en matière de traitement équitable et décent. Ainsi, des adaptations créatives comme la décentralisation des soins et des traitements ont été initiées pour réduire la méfiance (Shuchman 2019 ; Park et al. 2020). Cependant, ces adaptations sont intervenues tardivement et après que la résistance et la méfiance se soient généralisées.

Aujourd'hui, le constant est aussi d'une certaine discordance dans la manière dont l'information sur le Coronavirus est véhiculée par les autorités politiques et sanitaires du pays, de sorte qu'une fois de plus, la population commence à douter des informations relatives à Covid-19. De plus, face à des incohérences dans la communication, qui jettent le discrédit sur le processus de riposte, une grande partie de la population cherchera d'autres sources d'information, avec le risque d'une désinformation élevée qui pourrait à son tour exacerber la panique au sein de la population. Pour éviter cette panique, il convient de faire confiance, notamment en ceux qui ont la responsabilité d'informer la population et de répondre à la crise.

Avec l'expérience d'Ebola, les experts internationaux et congolais ont compris tardivement que l'approche dominante en biomédecine, le transfert de connaissances médicales et de consignes d'action, ne suffisait pas pour instaurer un climat de confiance. Les trois dynamiques qui ont rendu difficile le contrôle de l'épidémie d'Ebola au Nord-Kivu sont également cruciales pour la réponse de Covid-19 : la pénurie de médicaments pour d'autres maladies, la pratique des centres de traitement orientée vers la mise en quarantaine qui entrave les contacts sociaux et donc le flux de communication, et la longue expérience existentielle de la population en matière de négligence et de violence de l'État. Pour

résoudre ces problèmes, il faut créer un climat de confiance en prenant au sérieux à la fois ce que la population pense de la réponse d'urgence et leurs multiples réalités.

Référence

Park, S.-J., Morisho, N., Muhindo, K.W., Anoko, J., Gobat, N., Brown, H. and Borchert, M., 2020, 'What do adaptations tell us about the production of trust ? Shifting the "burden of change" from people to the response', Humanitarian Exchange : Special Feature Responding to Ebola in the Democratic Republic of Congo 22 : 24–26.

Shuchman, M., 2019, 'NGOs push for decentralised Ebola treatment in Dr Congo', The Lancet 393 : 2110–11.